



## Message 2021-DICS-21

12 octobre 2021

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi portant adhésion à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire AIU 2019)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant la loi portant l'adhésion du canton de Fribourg à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires du 27 juin 2019 (ci-après: AIU 2019). Cette adhésion a pour conséquence le retrait du canton de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 (ci-après: AIU 1997) dont la résiliation doit coïncider avec l'entrée en vigueur de l'AIU 2019.

Ce message comprend les chapitres suivants:

<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>2. Problématique initiale</b>	<b>2</b>
<b>3. Points communs entre l'AIU 2019 et l'AIU 1997</b>	<b>2</b>
<b>4. Nouveautés de l'AIU 2019</b>	<b>3</b>
4.1. Suppression du rabais pour pertes migratoires	3
4.2. Modifications concernant l'établissement des tarifs	3
<b>5. Incidence financière</b>	<b>6</b>
<b>6. Position du Conseil d'Etat</b>	<b>8</b>
<b>7. Conclusion</b>	<b>8</b>

#### 1. Introduction

L'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (AIU) est un des cinq accords de financement conclus par les cantons dans le cadre de leur collaboration dans le domaine de l'éducation coordonnée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Le principe fondamental de cet accord est de régler, sur le plan intercantonal, l'accès aux universités dans le respect du principe de l'égalité de traitement et de compensation de charges entre les cantons. Il détermine les contributions que les cantons doivent verser pour leurs ressortissants et ressortissantes qui étudient dans une université portée par un autre canton. Pour les étudiants et étudiantes, cet accord garantit, sous réserve des conditions d'admission, qu'ils et elles puissent s'inscrire dans l'université suisse de leur choix.

La version actuelle de l'AIU a été adoptée le 20 février 1997 et le canton de Fribourg y a adhéré par décret du 16 mai

1997, à l'instar de tous les cantons suisses et de la principauté du Liechtenstein. Or, depuis l'adoption de l'AIU 1997, le paysage suisse des hautes écoles a fortement évolué. En parallèle, plusieurs textes légaux, réglant le financement des hautes écoles au niveau intercantonal ou fédéral sont entrés en vigueur. Il s'agit en particulier de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) et de la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE). Les accords financiers de manière générale sont aussi influencés par l'adoption de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) et de son ordonnance du 7 novembre 2007. Ainsi, après près de 20 années, il s'est avéré nécessaire de procéder à une adaptation de l'AIU 1997.

Sur la base des travaux préparatoires réalisés par un groupe de travail mis sur pied par le Comité de la CDIP en janvier 2014, l'Assemblée plénière de la CDIP a décidé, en octobre 2015, de procéder à une révision totale de l'AIU 1997. Lors

de sa séance du 23 mars 2017, elle a pris connaissance d'un projet élaboré dans le cadre de la commission «Financement des hautes écoles» et elle a chargé le Comité de procéder à une consultation sur ce projet. La consultation a eu lieu du 10 juillet 2017 au 31 janvier 2018. Le Conseil d'Etat s'est exprimé en faveur du texte mis en consultation. La Commission des affaires extérieures du Grand Conseil fribourgeois a pris connaissance du projet, qui lui a été présenté par la DICS, dans le cadre de sa participation à la prise de position sur cette consultation de la commission interparlementaire romande.

Le Comité de la CDIP a pris connaissance du rapport sur les résultats de la consultation lors de sa séance du 6 septembre 2018 et a chargé le Secrétariat général de la CDIP de remanier certains points du projet en collaboration avec la commission «Financement des hautes écoles». Ainsi, suite à la consultation, le modèle du calcul des coûts a subi des adaptations.

Lors de la première lecture de la version finale du nouvel AIU, les membres de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) ont contesté de manière unanime et catégorique la formulation actuelle de l'article 10 alinéa 2 qui ancre dans l'accord ces adaptations de calcul. L'Assemblée de la CDIP est néanmoins entrée en matière sur le projet.

Lors de son assemblée plénière du 27 juin 2019, la CDIP a approuvé l'accord intercantonal universitaire entièrement révisé (AIU 2019) par 18 voix sur 24 (FR, GE, NE et VD ont rejeté le texte tandis que BS et BL se sont abstenus). Le concordat, qui a ainsi obtenu la majorité des deux tiers requise pour son approbation, a été transmis aux cantons pour ratification. Le 2 septembre 2021, le Comité de la CDIP a décidé l'entrée en vigueur de l'AIU 2019 au 1<sup>er</sup> janvier 2022 après que 19 cantons ainsi que la principauté du Lichtenstein y ont adhéré. L'AIU 2019 remplacera ainsi l'actuel accord, qui date de 1997. Les cantons n'ayant pas encore ratifié l'accord au moment de son entrée en vigueur auront alors deux ans au maximum pour le faire.

Dans le cas où un canton refuserait l'adhésion à ce nouvel accord, l'accès aux hautes écoles suisses ne seraient plus garanti aux ressortissants et ressortissantes de ce canton, car la priorité serait donnée aux étudiants et étudiantes des cantons signataires. Même admises, les personnes provenant d'un canton n'ayant pas adhéré à l'AIU auraient à prendre à leur charge les coûts d'études en s'acquittant des montants ne pouvant pas être inférieurs aux tarifs AIU fixés selon l'accord. Parallèlement, les modalités de financement des études accomplies à l'université de ce canton par des ressortissants et ressortissantes des autres cantons ne serait pas assurées.

## 2. Problématique initiale

Comme indiqué en préambule, le paysage suisse des hautes écoles a beaucoup évolué depuis l'entrée en vigueur de l'AIU 1997. Une adaptation à ce nouveau contexte était nécessaire. De plus, l'octroi, inscrit dans l'AIU 1997, à six cantons, de rabais pour pertes migratoires n'est plus justifié. Ce rabais a été instauré pour tenir compte du fait qu'un pourcentage important des étudiants et étudiantes de ces cantons ne retournaient pas dans leur canton d'origine après l'obtention de leur diplôme. Or, les statistiques récentes démontrent que la situation a beaucoup évolué et que d'autres cantons étaient autant si pas plus touchés par le phénomène migratoire.

Partant de ces dernières constatations, en 2010 déjà, le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures a demandé à être porté à la liste des cantons bénéficiant du rabais pour pertes migratoires. Cette liste faisant partie du texte de l'AIU 1997 ratifié par les cantons, une révision de l'AIU 1997 a été requise. Le 22 mars 2012, l'Assemblée plénière de la CDIP a donné le mandat de procéder à une clarification de la problématique des pertes migratoires. Cette étape a permis d'identifier de nombreuses incohérences entre le financement des hautes écoles et les rabais pour pertes migratoires.

Une fois les problématiques identifiées, le Comité de la CDIP a créé, le 23 janvier 2014, un groupe de projet chargé d'étudier un éventuel remaniement des accords de financement et de libre circulation au niveau des hautes écoles. Cette étude confirmait que la situation des hautes écoles avait changé de manière déterminante et préconisait une révision complète de l'accord. Aussi, le Comité de la CDIP a décidé, le 11 septembre 2014, de réviser l'ensemble du financement intercantonal des hautes écoles.

Une fusion de l'AIU et de l'AHES, considérée initialement, a rapidement été écartée en raison de nombreuses différences dans les modalités d'indemnisation et dans la gestion des deux accords qui rendraient un accord commun trop complexe. Une révision de l'AHES n'est d'ailleurs pas nécessaire, car cet accord, plus récent que l'AIU 1997, ne fixe que des principes et il est ainsi beaucoup plus flexible.

## 3. Points communs entre l'AIU 2019 et l'AIU 1997

L'AIU 1997 visait à répartir la charge financière de la formation universitaire entre les cantons et à garantir l'accès aux universités à tous les étudiants et étudiantes, quel que soit leur canton de provenance. Cet objectif demeure inchangé avec l'AIU 2019.

Afin de garder une certaine continuité entre les deux textes, les dispositions de l'AIU 1997 ont été maintenues autant que possible. Aussi, dans l'AIU 2019, la définition du canton débiteur ou la durée durant laquelle un canton verse les paie-

ments pour les études de ses ressortissants et ressortissantes ne change pas.

La différenciation des tarifs selon les groupes de facultés est également maintenue, de même que la manière de regrouper les disciplines. Le groupe de facultés I est toujours composé des étudiants et étudiantes en sciences humaines et en sciences sociales, le groupe de facultés II des étudiants et étudiantes en sciences exactes et naturelles, en sciences techniques, en pharmacie, en sciences de l'ingénieur, ainsi qu'en médecine humaine, médecine dentaire et médecine vétérinaire en formation préclinique (première et deuxième années d'études) et pour finir le groupe de facultés III consiste des étudiants et étudiantes effectuant leur formation clinique en médecine humaine, médecine dentaire et médecine vétérinaire (dès la 3<sup>e</sup> année d'études). Toutefois, le regroupement des disciplines figure désormais à l'annexe à l'AIU et peut être modifié par décision de la Conférence des cantons membres de l'accord.

La durée de l'obligation de verser des contributions pour les groupes de facultés I et II reste fixé à 12 semestres et à 16 semestres pour le groupe de facultés III. Cette disposition a pour l'objectif d'inciter les hautes écoles universitaires à faire en sorte que les étudiants et étudiantes terminent leurs études aussi rapidement que possible.

Les contributions forfaitaires annuelles, qui reposent sur les effectifs étudiants des deux semestres (la première tranche se rapporte aux effectifs du semestre d'automne et la seconde, à ceux du semestre de printemps), sont, comme à présent, versées aux cantons sièges des universités une fois par an.

## 4. Nouveautés de l'AIU 2019

Le nouvel AIU contient plusieurs adaptations mineures de contenu ou de formulation qui ne méritent pas d'explications particulières. Cependant, l'AIU 2019 apporte deux changements majeurs dans le calcul des modalités de financement. Tout d'abord, le nouvel accord abandonne la notion de rabais pour pertes migratoires. La deuxième nouveauté, avec un impact majeur pour le canton de Fribourg, est que les tarifs sont désormais calculés sur la base des coûts effectifs. Ces nouveautés sont détaillées ci-après.

### 4.1. Suppression du rabais pour pertes migratoires

L'AIU 1997 accorde à six cantons (UR, VS, JU, GL, GR, TI) un rabais pour pertes migratoires afin de compenser le fait qu'un nombre important de leurs étudiants et étudiantes ne retournent pas dans leur canton d'origine après l'obtention du diplôme universitaire. Ce rabais s'élève à 10% pour les cantons d'Uri, du Valais et du Jura et à 5% pour les cantons de Glaris, des Grison et du Tessin.

L'analyse menée suite au mandat du 22 mars 2012 de la CDIP a démontré que ce système posait problème à plusieurs égards. Tout d'abord, comme indiqué en préambule, les statistiques récentes de l'Office fédéral de la statistique (OFS) indiquent que la majorité des cantons doivent désormais faire face à des pertes migratoires et que ce ne sont pas systématiquement les six cantons retenus dans l'AIU 1997 qui sont les plus touchés. Certains d'entre eux ont d'ailleurs désormais leur propre offre d'études universitaires. De plus, la péréquation opérée par la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) de 2008 inclut et compense en grande partie les avantages qu'un canton peut retirer de l'attrait qu'il exerce sur les diplômés et diplômées universitaires. La brochure explicative de la CDIP contient de détails supplémentaires à ce sujet<sup>1</sup>.

En conséquence, le mécanisme des rabais pour pertes migratoires a été jugé inadéquat pour tenir compte de la situation privilégiée des cantons universitaires et a été abandonné au profit d'une prise en considération directe de l'avantage de localisation dans le calcul des tarifs.

### 4.2. Modifications concernant l'établissement des tarifs

Pour le canton de Fribourg, la modification principale concerne l'établissement des tarifs. Ceux de l'AIU 1997 étaient, en absence des données statistiques précis, fruit d'un accord politique et sont inscrits dans le texte de l'accord, même s'ils ont été adaptés au renchérissement à deux reprises. Les contributions selon l'AIU 2019 sont basées sur les coûts standardisés pour chaque groupe de domaines d'études et l'accord définit les modalités de leur calcul partant des coûts réels. L'utilisation d'une méthode de calcul, plutôt que d'un montant fixé dans le texte de l'accord, doit permettre de prendre en compte plus facilement les évolutions de coûts. Les sous-chapitres suivants présentent les différentes étapes de cette méthode de calcul.

#### 4.2.1. Coût standardisé par domaine d'études

La première étape consiste à établir le coût standardisé par domaine d'études. Les domaines d'études semblables sont réunis au sein du même groupe de coûts.

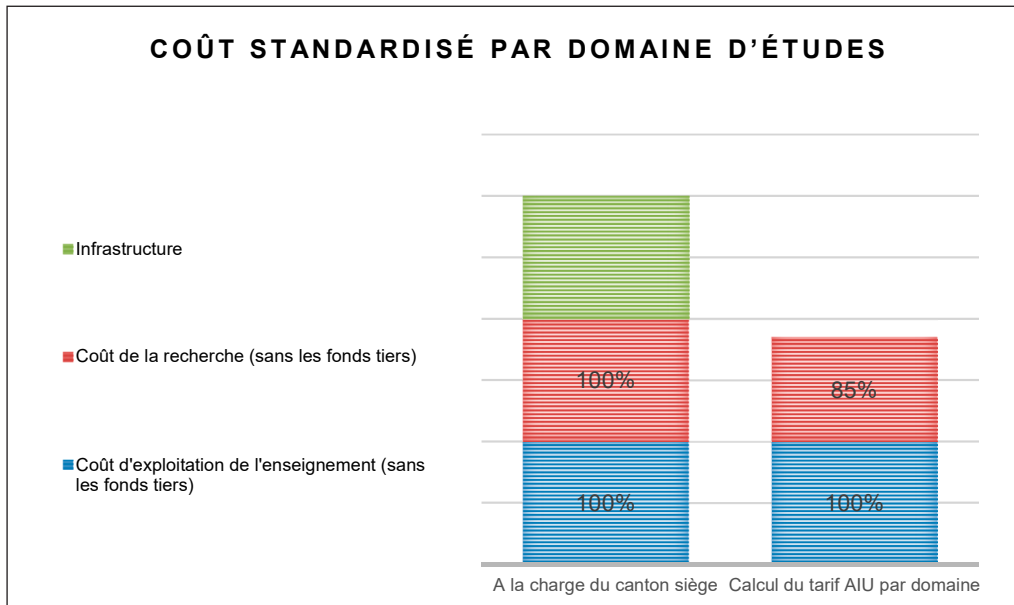
Il est admis que les coûts des infrastructures, tels que le loyer et les amortissements de même que les investissements correspondants, restent à la charge des cantons sièges, en tant qu'un premier élément compensant leur avantage de localisation. Ce coût est donc exclu du calcul et seuls les coûts d'exploitation sont pris en considération.

Pour chaque domaine d'études, le coût de l'enseignement (sans celui financé par des fonds tiers) est déterminé et pris

<sup>1</sup> <https://edudoc.ch/record/211794/files/IUV.pdf>, pp 8 à 11.

entièrement en considération. Par contre, seuls 85% du coût de la recherche restant à la charge des cantons sièges après déduction des fonds de tiers destinés à la recherche, sont pris en compte. Cette soustraction du calcul des 15% des coûts de

la recherche repose sur l'argument que la recherche, tout en étant indispensable à l'enseignement universitaire de qualité, profite particulièrement aux cantons sièges. Le total ainsi obtenu correspond au coût standardisé par domaine d'études.



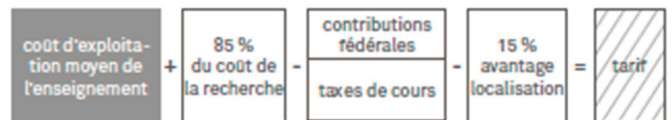
Le coût standardisé par groupe de coûts est calculé en additionnant les coûts standardisés des domaines d'études réunis au sein de ce groupe (pour la définition des groupes, voir le chapitre 3 du présent message).

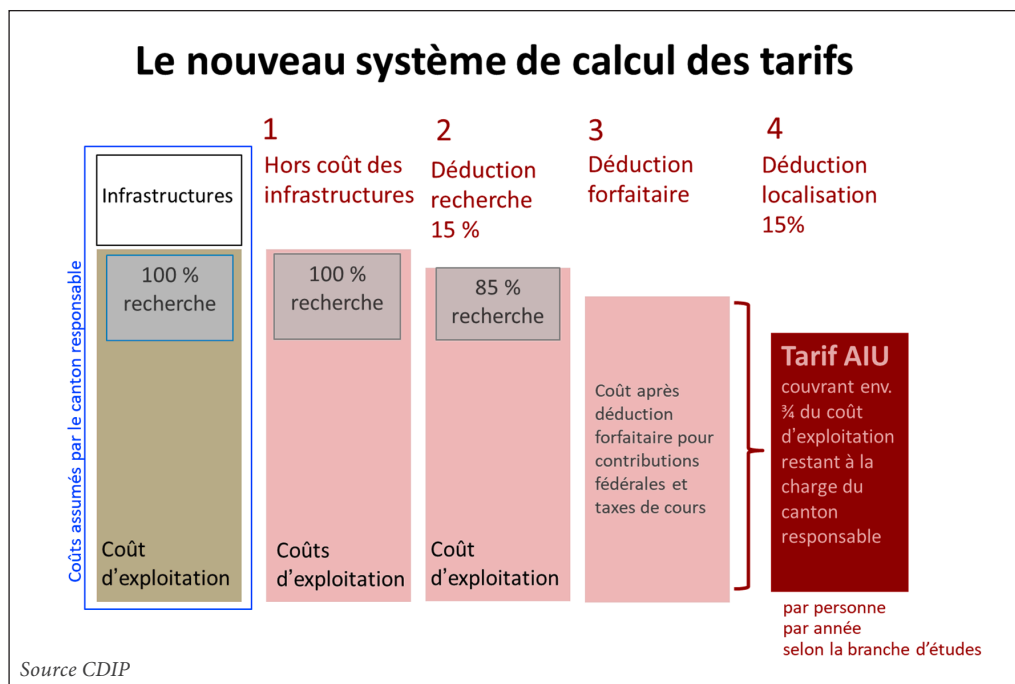
#### 4.2.2. Contributions

Une fois le coût standardisé total par groupe de coûts établi, il est divisé par le nombre d'étudiantes et étudiants des domaines d'études en faisant partie pour obtenir le coût moyen par étudiant ou étudiante pour chaque groupe de coûts. De ce coût moyen est déduit ensuite un montant cor-

respondant à la moyenne des taxes d'études perçues par les différentes universités et le montant des contributions fédérales pour arriver à un coût standardisé net d'un étudiant ou d'une étudiante par groupe de coûts.

Finalement, une déduction supplémentaire de 15% est encore opérée sur ce dernier coût. Cette dernière, ajoutée aux déductions précédemment effectuées sur les coûts d'infrastructures et de la recherche constituent la compensation des avantages dont profitent les cantons sièges d'une université (déduction de l'avantage de localisation). Schématiquement, ce calcul de coûts peut être représenté ainsi:





### 4.2.3. Modifications introduites après la consultation

Comme déjà mentionné, suite à la consultation, la CDIP a décidé de procéder à une série de modifications. Si l'on ne tient pas compte des adaptations de nature formelle, les changements apportés au texte de l'accord portent sur les aspects suivants:

1. Les fonds tiers alloués à l'enseignement sont déduits des coûts d'exploitation de l'enseignement pris en compte dans le calcul des coûts standardisés (art. 9, al. 1, let. a).
2. Le regroupement des domaines d'études au sein des groupes de coûts n'est plus inscrit à l'accord mais placé en annexe et il peut être modifié, suite à des changements importants, par la Conférence des cantons membres de l'accord (art. 9, al. 2 et 3).
3. Une possibilité de plafonner les coûts de la recherche est introduite (art. 9, al. 3).
4. La déduction relative aux taxes de cours porte désormais sur la moyenne et non sur un forfait tandis que pour les contributions fédérales, il peut s'agir des montants effectifs ou d'un forfait (art. 10, al.1).
5. Les contributions pour le groupe III sont limitées au double des coûts d'enseignement de ce groupe, c'est-à-dire que les coûts de recherche pris en compte ne peuvent pas excéder les coûts d'enseignement. La Conférence des cantons membres de l'accord peut lever cette limite si cela se justifie (art. 10, al. 2).
6. Les modifications du canton débiteur, prévues initialement pour tenir compte de changement de domicile dans le cas d'une interruption des études de plus de 3 ans, sont supprimées (art. 12, al. 1).

7. Les compétences de la Conférence des cantons membres de l'accord sont élargies et elle peut désormais intervenir tant sur le regroupement des domaines d'études que sur différents paramètres pris en compte lors de l'établissement des contributions (art.16, al.2).
8. Une disposition transitoire est introduite pour le groupe III (médecine), étant donné que les coûts de ce groupe ne sont pas encore établis avec la même certitude que pour les autres domaines, en particulier en raison de la difficulté de cerner les coûts de la formation clinique au sein des hôpitaux universitaires. Cette disposition prévoit que, tant que les coûts validés du groupe de coûts III ne seront pas disponibles, les contributions pour ce groupe de coûts s'élèveront au double des contributions pour le groupe de coûts II (art. 26 al. 3).
9. Une disposition transitoire garantit un passage progressif entre l'AIU 1997 et l'AIU 2019 sur trois ans, la différence entre les montants calculés selon les deux accords étant prise en considération à 25% la première année, puis à 50% et 75%, pour passer, à partir de la quatrième année, au calcul entièrement basé sur l'AIU 2019 (art. 27).
10. L'adaptation des contributions prévues tous les 4 ans a été supprimée. La Conférence des cantons membres de l'accord aura maintenant compétence pour fixer la hauteur et la durée de validité des contributions.

Ces modifications répondent surtout aux craintes des cantons qui voient un nombre important de leurs ressortissants étudier dans les universités des autres cantons de n'avoir aucune emprise sur l'évolution des coûts et, par conséquent, des tarifs AIU. Une augmentation incontrôlée de ceux-ci, car liée automatiquement à l'évolution des coûts était redoutée, surtout pour le groupe III dont les coûts ne sont pas encore

précisément établis. Les nouvelles dispositions limitent d'une part la prise en compte des coûts de la recherche et, d'autre part, donnent à la Conférence des cantons membres de l'accord une série de compétences lui permettant d'intervenir dans la définition des groupes de coûts et dans la fixation des tarifs. Il faudra veiller que cette dernière en fasse usage de manière parcimonieuse afin de ne pas revenir à des montants arrêtés plus sur une base politique qu'en relation avec des coûts réels et ne pas mettre à mal un des objectifs de l'actuelle révision de l'AIU.

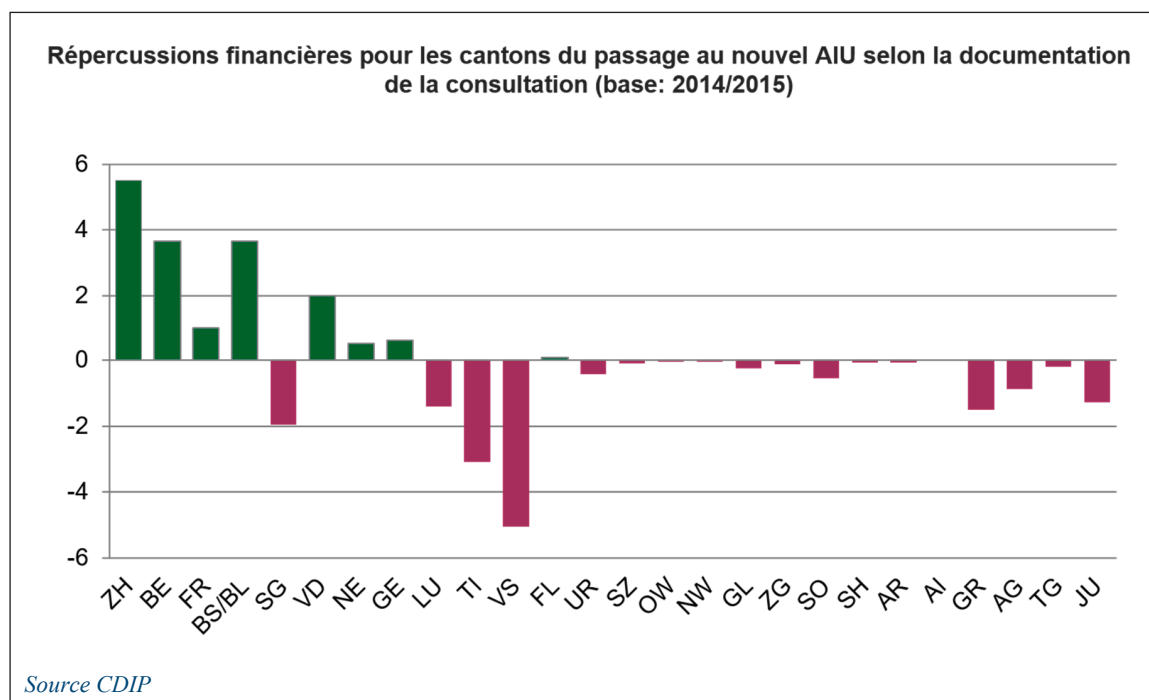
## 5. Incidence financière

Pour le canton de Fribourg, l'entrée en vigueur du nouvel AIU, tel que modifié suite aux résultats de la consultation et soumis à la ratification après avoir été adopté par la CDIP le 27 juin 2019, aura une répercussion financière négative, évaluée actuellement à 1.33 million de francs par an. Or, selon les projections qui accompagnaient le projet mis en consulta-

tion en 2017, le canton de Fribourg aurait bénéficié d'un bilan total positif d'un million de francs.

Cette différence de 2.33 millions de francs est due aux modifications de la méthodologie du calcul des contributions (ajustements méthodologiques) apportées après la consultation et à l'évolution des coûts par étudiant ou étudiante qui sont de nature à diminuer les tarifs, avec une conséquence négative sur les recettes des universités en général et de l'Université de Fribourg en particulier. Il en résulte une baisse globale (au niveau Suisse) du volume des contributions AIU de 4% (sans prise en compte de la phase transitoire).

Les graphiques suivants, élaborés par le secrétariat de la CDIP, montrent l'évolution des répercussions financières pour les différents cantons entre la version du nouvel AIU mise en consultation en 2017 et le texte final adopté en juin 2019. Leur comparaison montre que, dans ce dernier, les cantons universitaires non seulement ne profitent pas de la suppression du rabais pour pertes migratoires, comme prévu initialement, mais en assument partiellement les frais.



## Répercussions du changement de système pour les cantons sur la base des données actuelles (sans prise en compte de la phase transitoire)

### Variations en valeurs absolues en millions de francs



Source CDIP

L'AIU 2019 résulte en effet en diminution des recettes pour toutes les universités, tandis que tous les cantons, à part le Valais, le Jura et l'Uri, voient leurs dépenses pour les étudiant-e-s hors canton baisser. Ainsi, la différence entre les recettes auxquelles l'Université de Fribourg peut s'attendre sur la base de l'AIU 2019 par rapport à l'AIU 1997 s'élève à -2.77 millions de francs. Parallèlement, les dépenses du canton pour les études de ses ressortissants dans les autres universités baissent comparativement de 1.44 million de francs. Ces indications proviennent de la dernière mise à jour du calcul des tarifs, effectuée par le secrétariat de la CDIP en janvier 2021 sur la base des coûts et des effectifs estudiantins des années 2018 et 2019. Ce calcul est présenté dans le tableau suivant (tous les coûts y figurant sont des coûts par étudiant ou étudiante):

Calcul des tarifs par groupe de coûts	I	II	III
Coût d'exploitation de l'enseignement	9 092	15 666	
Coût d'exploitation de la recherche	8 350	25 893	
<b>Total des coûts d'exploitation</b> (avant déductions)	<b>17 441</b>	<b>41 559</b>	
Déduction recherche de 15%	-1 253	-3 884	
Coût standardisé («coût d'un enseignement de qualité»)	16 189	37 675	
Déduction des contributions fédérales (forfait de 20%)	-3 238	-7 535	
Déduction des taxes de cours (moyenne)	-1 307	-1 307	
«Coût d'un enseignement de qualité» restant à la charge du canton universitaire	11 644	28 833	
Déduction localisation 15%	-1 747	-4 325	
<b>Solde restant = montant de la contribution</b>	<b>9 898</b>	<b>24 508</b>	<b>49 016</b>
Tarif en vigueur actuellement	10 600	25 700	51 400
Tarifs selon le projet de l'AIU 2019 et sur la base des chiffres de 2014/15 (documents de consultation)	10 067	29 264	51 119

Le tableau met en lumière des variations tant par rapport aux tarifs actuels (-6.6% pour le groupe I et -4.6% pour le groupe II) que par rapport aux chiffres communiqués lors de la consultation. A part les modifications de calcul mentionnées précédemment, les tarifs sont influencés par l'évolution du nombre des étudiant-e-s. En particulier, le nombre des étudiant-e-s du groupe de coûts II augmente tandis que celui du groupe de coûts I reste stable.

Les tarifs, le volume des contributions et les répercussions sur chacun des cantons présentés ici ne sont toutefois qu'une image ponctuelle. Les résultats changent lorsqu'on utilise les données d'une nouvelle année, surtout en fonction des variations relatives au nombre des étudiants et étudiantes, leur répartition dans les groupes de coûts ou la structure de coûts.

Selon la projection actuelle de la CDIP, la répercussion de l'AIU 2019 (par rapport à l'AIU 1997) pour le canton de Fribourg serait la suivante (en millions de francs), en cas d'entrée en vigueur en 2022 et en tenant compte de la mise en œuvre échelonnée du nouvel AIU:

Année	Recettes (UniFR)	Dépenses (diminution)	Solde
2022	-0.69	0.36	-0.33
2023	-1.38	0.72	-0.66
2024	-2.08	1.08	-1.00
à partir de 2025	-2.77	1.44	-1.33

Comme il appartiendra au canton de prendre en charge la diminution des recettes de l'Université, l'incidence financière négative du nouvel AIU passera progressivement de 0,33 à 1,33 million de francs.

## 6. Position du Conseil d'Etat

Les modifications intervenues après la consultation ont été de nature à remettre en question le soutien au projet que le Conseil d'Etat avait exprimé dans sa réponse à la consultation. Comme indiqué ci-dessus, il en résulte que le canton de Fribourg devra certes payer 1.44 millions de francs de moins, mais il perdra en même temps 2.77 millions de francs de contributions au profit de l'Université de Fribourg, pour un solde négatif de 1.33 millions de francs par rapport à la situation actuelle. Selon la version mise en consultation, le canton de Fribourg aurait bénéficié d'un gain total d'un million.

Le canton de Fribourg s'est prononcé à plusieurs reprises et dans différents cadres pour dénoncer les modifications que le projet de révision a subies entre le projet mis en consultation et sa mouture finale, en particulier, par le biais des «ajustements méthodologiques» introduits en cours des travaux. Les représentants du canton s'y sont opposés tant au sein de la commission «Financement des hautes écoles» qu'au Comité et au Plenum de la CDIP, ainsi qu'en participant à l'action commune de la CIIP (cf. chapitre 1).

Toutefois, étant donné que les cantons opposés à la version finale du nouvel AIU 2019 n'ont pas eu gain de cause et que le Plenum de la CDIP a voté son adoption, le canton de Fribourg n'a pas d'autre choix que d'y adhérer. Au 2 septembre 2022, 19 cantons et la principauté du Lichtenstein l'ont déjà ratifié et le Comité de la CDIP a décidé son entrée en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Les cantons qui n'auront pas adhéré à l'accord à cette date auront deux ans pour le faire. La phase transitoire de 3 ans, avec l'application progressive de l'AIU 2019, telle qu'expliquée au chapitre 4.2.3, point 9, commencera également à partir de l'année 2022. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat considère que le moment est venu pour le canton de Fribourg d'adhérer à cet accord.

## 7. Conclusion

Comme indiqué précédemment, l'AIU 2019 augmentera la charge financière du canton de Fribourg par rapport à la situation prévalant actuellement. Cependant, l'importance de cet accord pour le financement intercantonal des universités et de celle de Fribourg en particulier, ainsi que pour la mobilité des étudiants et étudiantes fribourgeois rend l'adhésion à cet accord indispensable. Cette adhésion doit s'accompagner de la résiliation de l'accord actuellement en vigueur.

Aussi le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adhérer à l'AIU 2019 et à dénoncer l'AIU 1997.





## Botschaft 2021-DICS-21

12. Oktober 2021

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung IUV 2019)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Gesetz über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung über Beiträge an die Kosten der universitären Ausbildung vom 27 Juni 2019 (IUV 2019). Dieser Beitritt hat den Austritt des Kantons aus der Interkantonalen Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997 (nachfolgend: IUV 1997) zur Folge, deren Kündigung mit dem Inkrafttreten der IUV 2019 zusammenfallen soll.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

<b>1. Einführung</b>	<b>9</b>
<b>2. Ursprüngliche Problematik</b>	<b>10</b>
<b>3. Gemeinsamkeiten zwischen IUV 2019 und IUV 1997</b>	<b>11</b>
<b>4. Welche Neuerungen bringt die IUV 2019?</b>	<b>11</b>
4.1. Abschaffung des Rabatts für Wanderungsverluste	11
4.2. Änderungen bei der Berechnung der Tarife	11
<b>5. Finanzielle Auswirkungen</b>	<b>14</b>
<b>6. Stellungnahme des Staatsrats</b>	<b>16</b>
<b>7. Schlussbemerkungen</b>	<b>16</b>

#### 1. Einführung

Die Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (IUV) ist eine von fünf Finanzierungsvereinbarungen, welche die Kantone im Rahmen ihrer von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) koordinierten Zusammenarbeit im Bildungsbereich abgeschlossen haben. Diese Vereinbarung soll grundsätzlich den Zugang zu den Universitäten auf interkantonomer Ebene nach dem Grundsatz der Gleichbehandlung und des Lastenausgleichs zwischen den Kantonen regeln. So wird darin festgelegt, welche Beiträge die Kantone für ihre Kantonsangehörigen zahlen müssen, die an einer von einem anderen Kanton getragenen Hochschule studieren. Für die Studierenden garantiert diese Vereinbarung, dass sie sich – sofern sie die Zulassungsvoraussetzungen erfüllen – an einer Schweizer Universität ihrer Wahl einschreiben können.

Die aktuelle Fassung der IUV wurde am 20. Februar 1997 verabschiedet, und der Kanton Freiburg ist ihr am 16. Mai 1997 per Dekret beigetreten, ebenso wie alle übrigen Schweizer Kantone und das Fürstentum Liechtenstein. Seit der Verabschiedung der IUV 1997 hat sich die Schweizer Hochschullandschaft jedoch stark verändert. Gleichzeitig sind mehrere Gesetzestexte in Kraft getreten, die die Finanzierung der Hochschulen auf interkantonomer oder auf Bundesebene regeln. Insbesondere sind dies die Interkantonale Fachhochschulvereinbarung vom 12. Juni 2003 (FHV) und das Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG). Die Finanzierungsvereinbarungen im Allgemeinen werden auch durch die Verabschiedung des Bundesgesetzes vom 3. Oktober 2003 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaG) und dessen Verordnung vom 7. November 2007 beeinflusst. Somit drängte sich nach fast 20 Jahren eine Anpassung der IUV 1997 auf.

Basierend auf den Vorarbeiten einer vom EDK-Vorstand im Januar 2014 eingesetzten Projektgruppe hat die EDK-Plenarversammlung im Oktober 2015 die Totalrevision der IUV vom 20. Februar 1997 beschlossen. In ihrer Versammlung vom 23. März 2017 nahm sie Einsicht in einen von der «Kommission Hochschulfinanzierung» erarbeiteten Entwurf und beauftragte den Vorstand, diesen in die Vernehmlassung zu geben. Die Vernehmlassung dauerte vom 10. Juli 2017 bis am 31. Januar 2018. Der Staatsrat hat sich für die in die Vernehmlassung geschickte Fassung der Vereinbarung ausgesprochen. Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Freiburger Grossen Rates hat den Entwurf, der ihr von der EKSD präsentiert wurde, im Rahmen ihrer Teilnahme an der Stellungnahme der interparlamentarischen Kommission der Westschweiz zu dieser Vernehmlassung eingesehen.

Der EDK-Vorstand hat den Bericht über die Ergebnisse der Vernehmlassung an seiner Sitzung vom 6. September 2018 zur Kenntnis genommen und das Generalsekretariat der EDK beauftragt, den Entwurf in Zusammenarbeit mit der «Kommission Hochschulfinanzierung» in einigen Punkten zu überarbeiten. So wurde nach der Vernehmlassung das Berechnungsmodell angepasst.

Bei der ersten Lesung der endgültigen Fassung der neuen IUV haben die Mitglieder der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) einstimmig und mit Nachdruck den aktuellen Wortlaut von Artikel 10 Absatz 2 beanstandet, der diese geänderten Berechnungsmodalitäten in der Vereinbarung verankert. Die EDK-Versammlung ist dennoch auf die Vorlage eingetreten.

Die EDK genehmigte schliesslich an ihrer Plenarsitzung vom 27. Juni 2019 die vollständig revidierte Interkantonale Universitätsvereinbarung (IUV 2019) mit 18 von 24 Stimmen (FR, GE, NE und VD lehnten den Text ab, BS und BL enthielten sich). Die Vereinbarung, die somit die erforderliche Zweidrittelmehrheit erhielt, wurde zur Ratifizierung an die Kantone weitergeleitet. Nachdem 19 Kantone sowie das Fürstentum Liechtenstein der Vereinbarung beigetreten sind, hat der EDK-Vorstand am 2. September beschlossen, dass die IUV 2019 am 1. Januar 2022 in Kraft treten wird. Die IUV 2019 wird dann die aktuelle Vereinbarung aus dem Jahr 1997 ablösen. Kantone, welche die Vereinbarung zum Zeitpunkt des Inkrafttretens noch nicht ratifiziert haben, haben maximal zwei Jahre Zeit, dies zu tun.

Würde sich ein Kanton weigern, der neuen Vereinbarung beizutreten, so wäre der Zugang zu den Schweizer Universitäten für die Angehörigen dieses Kantons nicht mehr gewährleistet, da Studierende aus den Vereinbarungskantonen Vorrang hätten. Personen aus einem Kanton, der nicht Mitglied der IUV ist, müssten, selbst wenn sie zugelassen würden, die Kosten ihres Studiums selbst tragen. Sie müssten Beträge zahlen, die nicht unter den in der Vereinbarung festgelegten

IUV-Tarifen liegen dürfen. Gleichzeitig wäre die Finanzierung des Studiums an der Universität dieses Kantons durch Angehörige anderer Kantone nicht gewährleistet.

## 2. Ursprüngliche Problematik

Wie in der Einführung erwähnt, hat sich die Schweizer Hochschullandschaft seit dem Inkrafttreten der IUV 1997 stark verändert. Eine Anpassung an diesen neuen Kontext war daher notwendig. Zudem sind die Rabatte für Wanderungsverluste, die in der IUV 1997 sechs Kantonen gewährt wurden, nicht mehr gerechtfertigt. Diese Rabatte waren eingeführt worden, um dem Umstand Rechnung zu tragen, dass ein grosser Anteil der Studierenden aus diesen Kantonen nach ihrem Abschluss nicht in ihren Herkunftskanton zurückkehrt. Aktuelle Statistiken zeigen jedoch, dass sich die Situation erheblich verändert hat und andere Kantone genauso, wenn nicht sogar stärker, vom Migrationsphänomen betroffen sind.

Aufgrund dieser Erkenntnisse beantragte der Kanton Appenzell Innerrhoden im Jahr 2010 die Aufnahme in die Liste der Kantone, die vom Rabatt für Wanderungsverluste profitieren. Da diese Liste Teil des von den Kantonen ratifizierten Textes der IUV 1997 ist, war eine Überarbeitung der IUV 1997 erforderlich. Die EDK-Vollversammlung hat am 22. März 2012 eine Klärung der Frage der Wanderungsverluste in Auftrag gegeben. Dabei wurden zahlreiche Widersprüchlichkeiten zwischen der Hochschulfinanzierung und den Rabatten für Wanderungsverluste festgestellt.

Nachdem die Probleme erkannt waren, setzte der EDK-Vorstand am 23. Januar 2014 eine Projektgruppe ein, die eine mögliche Überarbeitung der Finanzierungs- und Freizügigkeitsvereinbarungen auf Ebene der Hochschulen prüfen sollte. Diese daraus resultierende Studie bestätigte, dass sich die Situation der Hochschulen deutlich verändert hat; daher wurde eine Totalrevision der IUV verlangt. Der EDK-Vorstand hat am 11. September 2014 beschlossen, die gesamte interkantonale Finanzierung der Hochschulen zu überarbeiten.

Eine anfangs erwogene Fusion der IUV und der Fachhochschulvereinbarung (FHV) wurde schnell wieder verworfen, da die vielen Unterschiede in den Vergütungsregelungen und in der Verwaltung der beiden Vereinbarungen eine gemeinsame Vereinbarung zu komplex machen würden. Im Übrigen besteht keine Notwendigkeit, die FHV zu überarbeiten, da diese Vereinbarung, die jünger ist als die IUV von 1997, nur Grundsätze festlegt und daher viel flexibler ist.

### 3. Gemeinsamkeiten zwischen IUV 2019 und IUV 1997

Ziel der IUV 1997 war es, die finanzielle Belastung der Hochschulbildung auf die Kantone zu verteilen und allen Studierenden unabhängig von ihrem Herkunftskanton den Hochschulzugang zu gewährleisten. Dieses Ziel bleibt mit der IUV 2019 unverändert.

Um eine gewisse Kontinuität zwischen den beiden Vereinbarungstexten zu wahren, wurden die Bestimmungen der IUV von 1997 so weit wie möglich beibehalten. So ändert sich in der IUV 2019 nichts an der Definition des zahlungspflichtigen Kantons oder an der Dauer der Beitragspflicht, während der ein Kanton Zahlungen für das Studium seiner Kantonsangehörigen leistet.

Auch die Differenzierung der Kosten nach Fakultätsgruppen wird beibehalten, ebenso wie die Zuordnung der Fachbereiche. Die Fakultätsgruppe I setzt sich weiterhin aus Studierenden der Geistes- und Sozialwissenschaften zusammen, die Fakultätsgruppe II aus Studierenden der Naturwissenschaften, der technischen Wissenschaften, der Pharmazie, der Ingenieurwissenschaften sowie der vorklinischen Ausbildung (erstes und zweites Studienjahr) der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin und die Fakultätsgruppe III schliesslich aus Studierenden in der klinischen Ausbildung der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin (ab dem dritten Studienjahr). Die Zuordnung der Fachbereiche ist nun jedoch im Anhang der IUV aufgeführt und kann von der Konferenz der Mitgliedskantone der Vereinbarung durch Beschluss geändert werden.

Die Dauer der Beitragspflicht bleibt für die Fakultätsgruppen I und II zeitlich auf 12 Semester und für die Fakultätsgruppe III auf 16 Semester begrenzt. Mit dieser Bestimmung sollen die Universitäten ermutigt werden, dafür zu sorgen, dass die Studierenden ihr Studium so schnell wie möglich abschliessen.

Die jährlichen Pauschalbeiträge, die auf der Zahl der Studierenden in den beiden Semestern beruhen (die erste Rate bezieht sich auf die Zahl der Studierenden im Herbstsemester und die zweite auf die Zahl der Studierenden im Frühjahrssemester), werden weiterhin einmal jährlich an die Standortkantone der Universitäten ausbezahlt.

### 4. Welche Neuerungen bringt die IUV 2019?

Die neue IUV enthält eine Reihe kleinerer inhaltlicher Änderungen oder Anpassungen von Formulierungen, die keiner weiteren Erläuterung bedürfen. Daneben werden jedoch mit der IUV 2019 zwei wichtige Änderungen bei der Berechnung der Finanzierungsvereinbarungen vorgenommen. Erstens wird in der neuen Vereinbarung der Rabatt für Wanderungsverluste aufgehoben. Die zweite Änderung, die vor allem für den Kanton Freiburg spürbare Auswirkungen hat, besteht

darin, dass die Tarife nun auf der Grundlage der effektiven Ausbildungskosten ermittelt werden. Diese Neuerungen werden im Folgenden ausführlich beschrieben.

#### 4.1. Abschaffung des Rabatts für Wanderungsverluste

Die IUV 1997 gewährt sechs Kantonen (UR, VS, JU, GL, GR, TI) einen Rabatt für Wanderungsverluste, um den Umstand auszugleichen, dass eine signifikante Anzahl der Studierenden der betreffenden Kantone nach dem Studienabschluss nicht in ihren Herkunftskanton zurückkehrt. Dieser Rabatt beträgt für die Kantone Uri, Wallis und Jura 10% und für die Kantone Glarus, Graubünden und Tessin 5%.

Eine am 22. März 2012 von der EDK in Auftrag gegebene Analyse zeigte, dass dieses System in mehrfacher Hinsicht problematisch war. Erstens zeigen, wie in der Einführung erwähnt, die jüngsten Statistiken des Bundesamtes für Statistik (BFS), dass die Mehrheit der Kantone nunmehr mit Wanderungsverlusten konfrontiert ist und dass nicht immer die sechs Kantone, die in der IUV 1997 berücksichtigt wurden, am meisten betroffen sind. Einige von ihnen haben inzwischen ein eigenes Hochschulangebot. Hinzu kommt, dass die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NEA) von 2008 die Vorteile, die ein Kanton aus seiner Attraktivität für Hochschulabsolventinnen und -absolventen ziehen kann, berücksichtigt und weitgehend kompensiert. Die erläuternde Broschüre der EDK enthält weitere Details zu diesem Thema<sup>1</sup>.

Daher wurde das System der Rabatte für Wanderungsverluste als unzureichend erachtet, um dem Standortvorteil der Universitätskantone Rechnung zu tragen, und zugunsten einer direkten Berücksichtigung des Standortvorteils bei der Berechnung der Tarife aufgegeben.

#### 4.2. Änderungen bei der Berechnung der Tarife

Für den Kanton Freiburg betrifft die wichtigste Änderung die Festlegung der Tarife. Die Tarife der IUV von 1997 waren aufgrund des Fehlens genauer statistischer Daten das Ergebnis einer politischen Vereinbarung und sind im Text der Vereinbarung verankert. Allerdings wurden sie zweimal an die Inflation angepasst. Die Beiträge nach der IUV 2019 basieren auf den standardisierten Kosten für jede Fachbereichsgruppe, und in der Vereinbarung werden die Modalitäten ihrer Berechnung auf Basis der effektiven Kosten festgelegt. Die Verwendung einer Berechnungsmethode anstelle eines im Vereinbarungstext festgelegten Betrags soll es erlauben, der Kostenentwicklung besser Rechnung zu tragen. In den folgenden Abschnitten werden die verschiedenen Schritte dieser Berechnungsmethode erläutert.

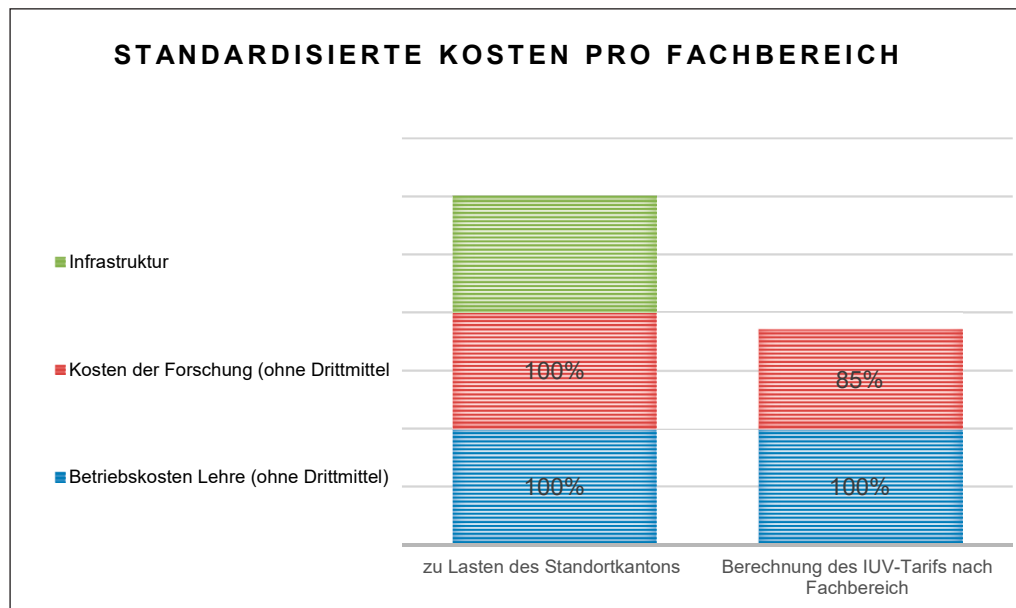
<sup>1</sup> <https://edudoc.ch/record/211794/files/IUV.pdf>, Seiten 8 bis 11.

#### 4.2.1. Standardisierte Kosten je Fachbereich

Der erste Schritt besteht darin, die standardisierten Kosten je Fachbereich zu ermitteln. Ähnliche Fachbereiche werden in Kostengruppen zusammengefasst.

Es wird vereinbart, dass die Infrastrukturkosten wie z.B. Miete und Abschreibungen sowie die entsprechenden Investitionen den Standortkantonen verbleiben, um die Standortvorteile der Universitätskantone in einem ersten Schritt abzugelten. Diese Kosten werden daher aus der Berechnung ausgeschlossen und nur die Betriebskosten werden berücksichtigt.

Für jeden Fachbereich werden die Ausbildungskosten (ohne die mit Drittmitteln finanzierten Bildungsgänge) ermittelt und voll berücksichtigt. Es werden jedoch nur 85% der Forschungskosten, die den Trägerkantonen nach Abzug der Drittmittel für die Forschung verbleiben, berücksichtigt. Der Abzug von 15% bei den Forschungskosten ist wie folgt begründet: Forschung ist für eine gute universitäre Lehre zwar unabdingbar, von der Spitzenforschung der Universitäten profitieren aber überwiegend die Standortkantone. Die so ermittelte Summe entspricht den standardisierten Kosten nach Fachbereich.

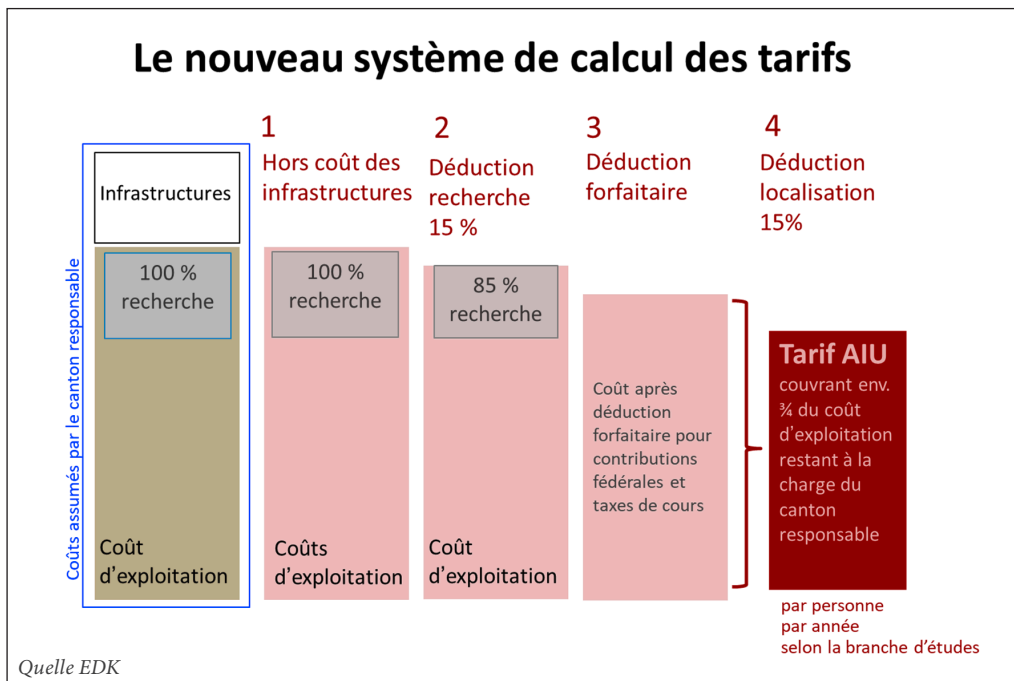
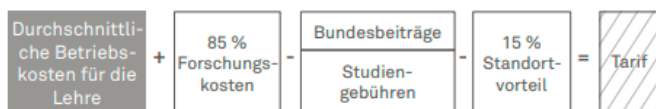


Die standardisierten Kosten je Kostengruppe werden berechnet, indem die standardisierten Kosten der Fachbereiche, die zu dieser Gruppe gehören, addiert werden (für die Definition der Gruppen siehe Kapitel 3 dieser Botschaft).

#### 4.2.2. Beiträge

Nachdem die standardisierten Gesamtkosten pro Kostengruppe ermittelt wurden, werden sie durch die Anzahl der Studierenden der einer Kostengruppe zugewiesenen Fachbereiche geteilt. Daraus resultieren die durchschnittlichen Kosten pro Studentin/Student je Kostengruppe. Von diesen Durchschnittskosten wird anschliessend ein Betrag abgezogen, der dem Durchschnitt der von den Hochschulen erhobenen Studiengebühren plus dem Betrag der Bundesbeiträge entspricht, um die standardisierten Nettokosten einer Studentin oder eines Studenten nach Kostengruppen zu erhalten.

Schliesslich wird von den verbleibenden Kosten ein zusätzlicher Abzug von 15% vorgenommen. Dieser stellt zusammen mit den zuvor vorgenommenen Abzügen bei den Infrastruktur- und Forschungskosten einen Ausgleich für die Vorteile dar, die die Universitätskantone geniessen (Abzug des Standortvorteils). Schematisch kann diese Kostenberechnung wie folgt dargestellt werden:



#### 4.2.3. Nach der Vernehmlassung vorgenommene Änderungen

Wie bereits erwähnt, hat die EDK nach der Vernehmlassung beschlossen, am Vereinbarungsentwurf eine Reihe von Änderungen vorzunehmen. Abgesehen von den formalen Anpassungen beziehen sich die Änderungen des Vereinbarungstextes auf folgende Aspekte:

1. Drittmittel für die Lehre werden bei der Berechnung der standardisierten Kosten von den Betriebskosten für die Lehre abgezogen (Art. 9 Abs. 1 Bst. a).
2. Die Definition der Fachbereiche und deren Zuordnung zu einer Kostengruppe wird nicht mehr in der Vereinbarung, sondern im Anhang festgelegt und kann bei wesentlichen Änderungen durch die Konferenz der Vereinbarungskantone geändert werden (Art. 9, Abs. 2 und 3).
3. Es wird eine Möglichkeit zur Plafonierung der Forschungskosten eingeführt (Art. 9 Abs. 3).
4. Der Abzug für Studiengebühren basiert nun auf dem Durchschnitt und nicht auf einem Pauschalbetrag, während für Bundesbeiträge die effektiven oder pauschal berechneten Beträge verwendet werden können (Art. 10, Abs. 1).
5. Die Beiträge für die Kostengruppe III sind auf das Doppelte der Kosten für die Lehre in dieser Kostengruppe begrenzt, d.h. die berücksichtigten Forschungskosten dürfen die Kosten für die Lehre nicht übersteigen. In begründeten Fällen kann die Konferenz der Vereinbarungskantone diese Beiträge über das definierte Maximum hinaus erhöhen (Art. 10 Abs.1).
6. Die Änderungen zum zahlungspflichtigen Kanton, die ursprünglich einen Wohnsitzwechsel bei einer Unterbrechung des Studiums von mehr als drei Jahren berücksichtigen sollten, werden gestrichen (Art. 12, Abs. 1).
7. Die Befugnisse der Konferenz der Vereinbarungskantone werden erweitert; diese kann nun sowohl in die Zuordnung der Fachbereiche (zu einer Kostengruppe) als auch in verschiedene Parameter eingreifen, die bei der Festlegung der Beiträge berücksichtigt werden (Art. 16 Abs. 2).
8. Für die Kostengruppe III (Medizin) wird eine Übergangsbestimmung eingeführt, da die Kosten für diese Kostengruppe noch nicht so verlässlich ermittelt werden können wie in den anderen Bereichen, insbesondere wegen der Schwierigkeit, die Kosten für die klinische Ausbildung in Universitätsspitalern zu erheben. Diese Bestimmung sieht vor, dass, solange keine validierte Kostendaten vorliegen, der Tarif der Kostengruppe III das Doppelte des Tarifs der Kostengruppe II beträgt (Art. 26 Abs. 3).
9. Eine Übergangsbestimmung sorgt für eine schrittweise Umstellung von der IUUV 1997 auf die IUUV 2019 in einer Übergangsphase von drei Jahren, wobei die Differenz zwischen den nach den beiden Vereinbarungen berechneten Beträgen im ersten Jahr zu 25%, dann zu 50% und 75% berücksichtigt wird und ab dem vierten Jahr die Berechnung vollständig auf der IUUV 2019 beruht (Artikel 27).

10. Die alle vier Jahre vorgesehene Anpassung der Beiträge wurde abgeschafft. Die Konferenz der Vereinbarungskantone wird nun für die Festlegung der Höhe und Dauer der Beiträge zuständig sein.

Diese Änderungen sind vor allem eine Reaktion auf die Befürchtung derjenigen Kantone, bei denen eine grosse Anzahl ihrer Studierenden an Universitäten anderer Kantone studiert, sie könnten keinen Einfluss nehmen auf die Entwicklung der Kosten und damit auch der IUV-Tarife. Insbesondere für die Kostengruppe III, deren Kosten noch nicht genau feststehen, wurde ein unkontrollierter, da mit der Kostenentwicklung verbundener Anstieg der Kosten befürchtet. Die neuen Bestimmungen schränken einerseits die Berücksichtigung der Forschungskosten ein und geben andererseits der Konferenz der Vereinbarungskantone eine Reihe von Befugnissen zur Mitbestimmung bei der Definition der Kostengruppen und der Festlegung der Tarife. Man wird darauf achten müssen, dass die Konferenz diese Möglichkeiten sparsam nutzt. Denn sonst würden die Beträge vielmehr auf politischer Basis denn im Verhältnis zu den effektiven Kosten festgelegt, wodurch eines der Ziele der aktuellen Revision der IUV verfehlt würde.

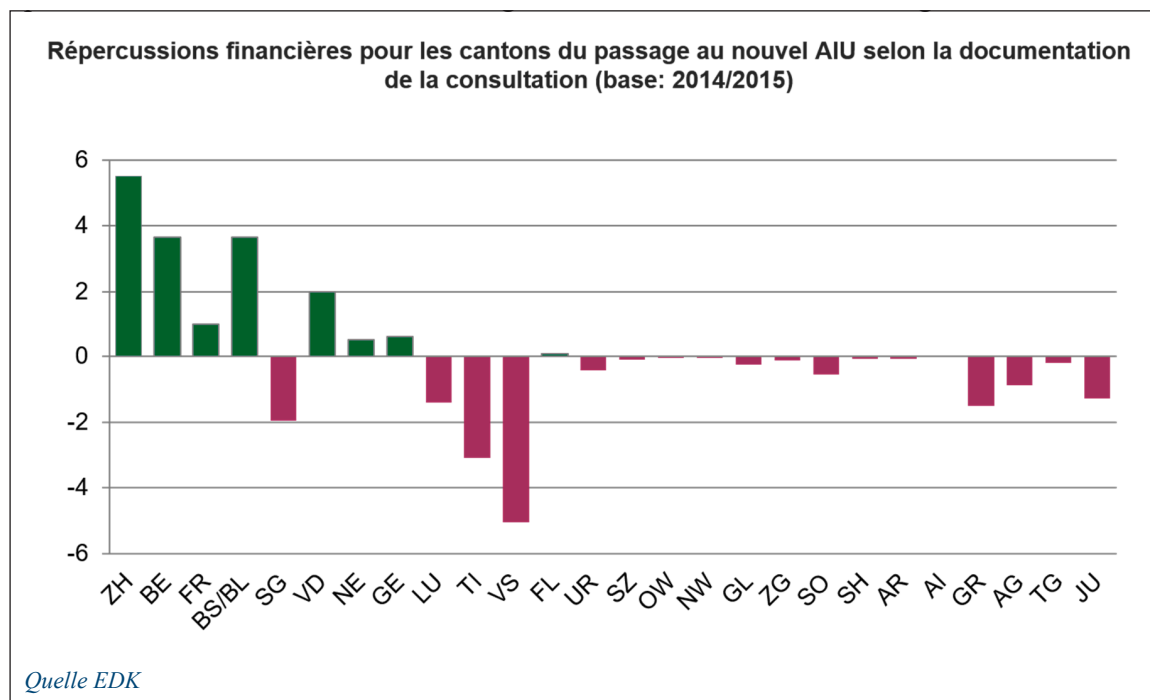
## 5. Finanzielle Auswirkungen

Für den Kanton Freiburg hat das Inkrafttreten der neuen IUV in der nach den Ergebnissen der Vernehmlassung geänderten Fassung, die nach der Verabschiedung durch die EDK

am 27. Juni 2019 zur Ratifizierung vorgelegt wird, negative finanzielle Auswirkungen, die derzeit auf jährlich 1,33 Millionen Franken geschätzt werden. Laut den Hochrechnungen, die dem 2017 in die Vernehmlassung gegebenen Vereinbarungsentwurf beigelegt wurden, hätte der Kanton Freiburg hingegen von einem positiven Gesamtsaldo von einer Million Franken profitieren sollen.

Diese Differenz von 2,33 Mio. Franken ist auf die nach der Vernehmlassung vorgenommenen Änderungen der Berechnungsmethode für die Beiträge (methodische Anpassungen) und auf die Entwicklung der Kosten pro Studentin oder Student zurückzuführen, die zu einer Senkung der Tarife führen dürften. Dies wird sich negativ auf die Einnahmen der Universitäten im Allgemeinen und der Universität Freiburg im Besonderen auswirken. Es ergibt sich insgesamt (auf gesamtschweizerischer Ebene) eine Verringerung des Volumens der IUV-Beiträge um 4% (abgesehen von der Übergangsphase).

Die folgenden Abbildungen, die vom Generalsekretariat der EDK erstellt wurden, zeigen die Entwicklung der finanziellen Auswirkungen für die verschiedenen Kantone zwischen der 2017 in die Vernehmlassung gegebenen Version der neuen IUV und der im Juni 2019 verabschiedeten endgültigen Fassung der Vereinbarung. Der Vergleich zeigt, dass in letzterer die Universitätskantone nicht, wie ursprünglich geplant, von der Abschaffung des Rabatts für die Wanderungsverluste profitieren, sondern darüber hinaus sogar teilweise die Kosten dafür tragen müssen.



## Répercussions du changement de système pour les cantons sur la base des données actuelles (sans prise en compte de la phase transitoire)

### Variations en valeurs absolues en millions de francs



Quelle EDK

Die IUV 2019 führt bei allen Universitäten zu geringeren Einnahmen, während in allen Kantonen ausser Wallis, Jura und Uri die Ausgaben für ihre Angehörigen, die ausserhalb ihres Heimatkantons studieren, sinken. Die Differenz zwischen den Einnahmen, welche die Universität Freiburg auf der Basis der IUV 2019 erwarten kann, und den Einnahmen aus der IUV 1997 beträgt somit -2,77 Millionen Franken. Gleichzeitig sinken die Ausgaben des Kantons für die Ausbildung seiner Studierenden an anderen Hochschulen vergleichsweise um 1,44 Millionen Franken. Diese Angaben stammen aus der letzten Aktualisierung der Tarifberechnung, die vom Generalsekretariat der EDK im Januar 2021 auf der Basis der Kosten und Studierendenzahlen der Jahre 2018 und 2019 durchgeführt wurde. Diese Berechnung wird in der folgenden Tabelle illustriert (alle Kosten werden pro Studentin oder Student angegeben):

Tarifberechnung nach Kostengruppe	I	II	III
Betriebskosten Lehre	9 092	15 666	—
Betriebskosten Forschung	8 350	25 893	—
<b>Total der Betriebskosten</b> (vor den Abzügen)	<b>17 441</b>	<b>41 559</b>	—
15% Forschungsabzug	-1 253	-3 884	—
Standardisierte Kosten («Kosten einer guten Lehre»)	16 189	37 675	—
Abzug Bundesbeitrag (Pauschale von 20%)	-3 238	-7 535	—
Abzug Studiengebühr (Mittelwert)	-1 307	-1 307	—
Dem Träger verbleibende «Betriebskosten einer guten Lehre»	11 644	28 833	—
15% Standortabzug	-1 747	-4 325	—
<b>Restbetrag = Beitragssatz</b>	<b>9 898</b>	<b>24 508</b>	<b>49 016</b>
Aktueller IUV-Tarif	10 600	25 700	51 400
Tarife gemäss Entwurf der IUV 2019 und auf der Basis der Daten von 2014/15 (Vernehmlassungsunterlagen)	10 067	29 264	51 119

Die Tabelle zeigt die Abweichungen sowohl im Vergleich zu den aktuellen Tarifen (-6,6% für die Kostengruppe I und -4,6% für die Kostengruppe II) als auch im Vergleich zu den während der Vernehmlassung angegebenen Zahlen. Neben den oben genannten Änderungen der Berechnungsmethode werden die Tarife auch durch die Entwicklung der Studierendenzahlen beeinflusst. Insbesondere steigt die Zahl der Studierenden in der Kostengruppe II, wohingegen die Zahl der Studierenden in der Kostengruppe I stabil bleibt.

Die Tarife, das Beitragsvolumen und die hier erläuterten Auswirkungen auf die einzelnen Kantone sind jedoch nur eine Momentaufnahme. Die Ergebnisse ändern sich, wenn die Daten eines neuen Jahres verwendet werden, insbesondere bei Schwankungen der Anzahl der Studierenden, ihrer Verteilung in den Kostengruppen oder der Kostenstruktur.

Nach der aktuellen Hochrechnung der EDK lassen sich die Auswirkungen der IUV 2019 (im Vergleich zur IUV 1997) für den Kanton Freiburg wie folgt darstellen (in Millionen Schweizer Franken), wenn sie im Jahr 2022 in Kraft treten würde, wobei von einer schrittweisen Umsetzung der neuen IUV ausgegangen wird:

Jahr	Einnahmen (UniFR)	Ausgaben (Verringerung)	Rest
2022	-0.69	0.36	-0.33
2023	-1.38	0.72	-0.66
2024	-2.08	1.08	-1.00
Ab 2025	-2.77	1.44	-1.33

Da der Kanton für die Mindereinnahmen der Universität aufkommen muss, wird die finanzielle Mehrbelastung durch die neue IUV schrittweise von 0,33 auf 1,33 Mio. Franken ansteigen.

## 6. Stellungnahme des Staatsrats

Die Änderungen, die nach der Vernehmlassung vorgenommen wurden, waren derart, dass der Staatsrat seine Unterstützung für den Vereinbarungsentwurf, die er in seiner Antwort auf die Vernehmlassung zum Ausdruck gebracht hatte, in Frage stellte. Wie bereits erwähnt, wird der Kanton Freiburg 1,44 Millionen Franken weniger bezahlen müssen, verliert gleichzeitig aber 2,77 Millionen Franken an Beiträgen an die Universität Freiburg, was einen negativen Saldo von 1,33 Millionen Franken gegenüber der heutigen Regelung ergibt. Nach der in die Vernehmlassung gegebenen Fassung hätte der Kanton Freiburg von einem Gesamtgewinn von einer Million profitiert.

Der Kanton Freiburg hat sich mehrfach und bei verschiedenen Gelegenheiten zu Wort gemeldet, um die Änderungen zu beanstanden, die der Revisionsentwurf zwischen dem in die Vernehmlassung gegebenen Entwurf und seiner endgültigen Fassung erfahren hat, insbesondere durch die «methodischen Anpassungen», die während der Arbeiten vorgenommen wurden. Dagegen wehrten sich die Vertreterinnen und Vertreter des Kantons sowohl in der Kommission Hochschulfinanzierung als auch im Vorstand und in der Plenarversammlung der EDK sowie durch die Teilnahme an der gemeinsamen Aktion der CIIP (siehe Kapitel 1).

Da jedoch die Kantone, die sich gegen die endgültige Fassung der neuen IUUV 2019 gewehrt haben, nicht erfolgreich waren und die Plenarversammlung der EDK für die Annahme gestimmt hat, bleibt dem Kanton Freiburg keine andere Wahl als der Beitritt. Ab 2. September 2021 haben bereits 19 Kantone sowie das Fürstentum Liechtenstein die Vereinbarung ratifiziert, und der EDK-Vorstand hat beschlossen, sie per 1. Januar 2022 in Kraft zu setzen. Kantone, die der Vereinbarung bis zu diesem Datum nicht beigetreten sind, haben zwei Jahre Zeit, dies zu tun. Die dreijährige Übergangsphase mit der schrittweisen Einführung der IUUV 2019, wie in Kapitel 4.2.3, Punkt 9 erläutert, wird ebenfalls ab Beginn des Jahres 2022 beginnen. Unter diesen Umständen ist der Staatsrat der Ansicht, dass es für den Kanton Freiburg an der Zeit ist, dieser Vereinbarung beizutreten.

## 7. Schlussbemerkungen

Wie bereits erwähnt, wird die IUUV 2019 für den Kanton Freiburg eine finanzielle Mehrbelastung gegenüber der gegenwärtigen Situation bringen. Die Bedeutung dieser Vereinbarung für die interkantonale Finanzierung der Universitäten und insbesondere der Freiburger Universität sowie für die Mobilität der Freiburger Studierenden macht den Beitritt zu dieser Vereinbarung jedoch unumgänglich. Dieser Beitritt muss mit der Kündigung der derzeit geltenden Vereinbarung verknüpft werden.

Der Staatsrat empfiehlt deshalb dem Grossen Rat ein, der IUUV 2019 beizutreten und die IUUV 1997 zu kündigen.

---



**Loi portant adhésion à l'accord intercantonal sur  
les contributions aux coûts de formation des hautes écoles  
universitaires**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): –  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la Constitution fédérale du 18 avril 1999, en particulier les articles 48 et 63a (Cst. féd.);

Vu la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE);

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, en particulier les articles 100 et 114 (Cst.);

Vu la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantionales, en particulier les articles 4 et 13 (LConv);

Vu la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université (LUni);

Vu l'accord intercantonal du 27 juin 2019 sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (AIU);

Vu le message 2021-DICS-21 du Conseil d'Etat du 12 octobre 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Gesetz über den Beitritt des Kantons Freiburg  
zur Interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an  
die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen  
(Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV 2019)**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: –  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Bundesverfassung vom 18. April 1999, insbesondere die Artikel 48 und 63a (BV);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG);

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, insbesondere die Artikel 100 und 114 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge, insbesondere die Artikel 4 und 13 (VertragsG);

gestützt auf das Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität (UniG);

gestützt auf die Interkantonale Vereinbarung vom 27. Juni 2019 über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (IUV);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DICS-21 des Staatsrates vom 12. Oktober 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

## I.

### Art. 1

<sup>1</sup> Le canton de Fribourg adhère à l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) du 27 juin 2019, dont le texte suit la présente loi.

### Art. 2

<sup>1</sup> Le canton de Fribourg dénonce l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997.

## ANNEXES SOUS FORME DE DOCUMENTS SÉPARÉS

Annexe 1: Accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires du 27 juin 2019 (AIU)

## II.

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

## III.

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

## IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi.

## I.

### Art. 1

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg tritt der Interkantonalen Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen vom 27. Juni 2019 (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV) bei. Der Wortlaut der Vereinbarung wird im Anhang wiedergegeben.

### Art. 2

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg kündigt die interkantonale Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997.

## ANHÄNGE IN DER FORM SEPARATER DOKUMENTE

Anhang 1: Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen vom 27.06.2019

## II.

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## III.

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

## ANNEXE 1

---

### **Accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU)**

du 27.06.2019

#### **I Dispositions générales**

##### **Art. 1 But**

<sup>1</sup> L'accord règle l'accès intercantonal aux hautes écoles universitaires cantonales et aux institutions du domaine universitaire en respect du principe de l'égalité de traitement et fixe la compensation versée par les cantons aux cantons responsables.

<sup>2</sup> Il favorise ainsi l'équilibre des charges entre les cantons et la libre circulation estudiantine et s'inscrit dans la coordination de la politique des hautes écoles en Suisse.

##### **Art. 2 Subsidiarité par rapport aux accords de coresponsabilité et de cofinancement**

Les accords intercantonaux qui règlent la coresponsabilité et le cofinancement d'une ou de plusieurs hautes écoles universitaires et d'institutions du domaine universitaire priment le présent accord, à condition qu'ils n'enfreignent pas les principes prévus à l'article 3.

##### **Art. 3 Principes**

<sup>1</sup> Les cantons débiteurs versent aux cantons responsables des hautes écoles universitaires des contributions aux coûts de formation de leurs étudiantes et étudiants.

<sup>2</sup> Les cantons responsables des hautes écoles universitaires sont tenus de fournir pour leurs propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord.

<sup>3</sup> Ils accordent les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord.

## ANHANG 1

---

### **Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV)**

vom 27.06.2019

#### **I Allgemeine Bestimmungen**

##### **Art. 1 Zweck**

<sup>1</sup> Die Vereinbarung regelt den gleichberechtigten interkantonalen Zugang zu den kantonalen universitären Hochschulen und zu Institutionen im universitären Hochschulbereich sowie die Abgeltung der Kantone an die Trägerkantone.

<sup>2</sup> Sie fördert damit den interkantonalen Lastenausgleich sowie die Freizügigkeit für Studierende und ist Teil einer koordinierten schweizerischen Hochschulpolitik.

##### **Art. 2 Subsidiarität zu Mitträgervereinbarungen**

Interkantonale Vereinbarungen, welche die Mitträgerschaft einer oder mehrerer universitärer Hochschulen und von Institutionen im universitären Hochschulbereich regeln, gehen dieser Vereinbarung vor, sofern sie die Grundsätze gemäss Artikel 3 nicht verletzen.

##### **Art. 3 Grundsätze**

<sup>1</sup> Die zahlungspflichtigen Kantone leisten den Trägerkantonen universitärer Hochschulen (Hochschulträgerkantonen) für ihre Studierenden Beiträge an die Kosten des Hochschulstudiums.

<sup>2</sup> Die Hochschulträgerkantone müssen für ihre Studierenden mindestens dieselben geldwerten Leistungen erbringen, wie sie die vorliegende Vereinbarung vorsieht.

<sup>3</sup> Sie gewähren den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung.

## II Droit aux contributions

### Art. 4 Offres d'études donnant droit à des contributions

<sup>1</sup> Donnent droit à des contributions les offres d'études proposées par les hautes écoles publiques cantonales qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et par les institutions publiques cantonales du domaine universitaire qui sont accréditées.

<sup>2</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord peut reconnaître le droit à des contributions pour les hautes écoles universitaires et les institutions du domaine universitaire qui sont en cours de procédure d'accréditation. Elle définit les critères déterminants dans des directives. L'article 26 demeure réservé.

<sup>3</sup> Les offres d'études débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée donnent droit à des contributions si elles respectent les conditions de reconnaissance supplémentaires formulées dans le droit applicable.

<sup>4</sup> Sont considérées comme offres d'études au sens des alinéas 1 à 3

- a) les études de niveau bachelor ou master,
- b) les études de niveau doctorat, en tenant compte de l'article 11,
- c) d'autres offres d'études désignées par la Conférence des cantons membres de l'accord.

<sup>5</sup> Les cours préparatoires et les offres de formation continue ne donnent pas droit à des contributions.

### Art. 5 Offres d'institutions privées donnant droit à des contributions

<sup>1</sup> Les offres d'études des hautes écoles qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et celles des institutions du domaine universitaire privées accréditées peuvent se voir reconnaître le droit à des contributions par la Conférence des cantons membres de l'accord, à condition que le canton siège

- a) participe au financement de la haute école privée,
- b) lui fournisse pour ses propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord,
- c) garantisse qu'elle accorde les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord, et

## II Beitragsberechtigung

### Art. 4 Beitragsberechtigte Studienangebote

<sup>1</sup> Beitragsberechtigt sind Studienangebote von institutionell akkreditierten öffentlich-rechtlichen kantonalen Hochschulen sowie von akkreditierten öffentlich-rechtlichen Institutionen der Kantone im universitären Hochschulbereich.

<sup>2</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone kann universitäre Hochschulen und Institutionen im universitären Hochschulbereich, die sich im Akkreditierungsverfahren befinden, als beitragsberechtigt erklären. Sie definiert die dafür massgebenden Kriterien in Richtlinien. Artikel 26 wird vorbehalten.

<sup>3</sup> Studienangebote, deren Abschluss den Zugang zu einem geregelten Beruf beinhaltet, gelten als beitragsberechtigt, wenn die im massgebenden Recht formulierten zusätzlichen Anerkennungsvoraussetzungen erfüllt sind.

<sup>4</sup> Studienangebote im Sinne der vorhergehenden Absätze sind

- a) Bachelor- oder Masterstudien,
- b) Doktoratsstudien unter Berücksichtigung von Artikel 11,
- c) weitere von der Konferenz der Vereinbarungskantone bezeichnete Studienangebote.

<sup>5</sup> Studienvorbereitende Angebote und Angebote der Weiterbildung sind nicht beitragsberechtigt.

### Art. 5 Beitragsberechtigte Studienangebote privater Institutionen

<sup>1</sup> Studienangebote institutionell akkreditierter privater Hochschulen und von akkreditierten privaten Institutionen im universitären Hochschulbereich können von der Konferenz der Vereinbarungskantone als beitragsberechtigt anerkannt werden. Voraussetzung ist, dass der Standortkanton

- a) sich an der privaten Hochschule finanziell beteiligt,
- b) für seine Studierenden an der privaten Hochschule mindestens dieselben geldwerten Leistungen erbringt, wie es die vorliegende Vereinbarung vorsieht,
- c) sicherstellt, dass die private Hochschule den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung gewährt und

d) soit représenté dans l'instance responsable de ladite haute école ou participe sous une autre forme à la conduite stratégique de celle-ci.

<sup>2</sup> L'article 4, al. 3 à 5, et l'article 6 s'appliquent également aux institutions privées.

**Art. 6** Base de données des filières d'études donnant droit à des contributions

<sup>1</sup> Les filières d'études donnant droit à des contributions sont recensées par domaines d'études dans une base de données.

<sup>2</sup> Si les caractéristiques du système de formation ne permettent pas de déterminer à quel domaine d'études appartient une offre ou en cas de controverse, la question est tranchée par la Commission AIU.

**Art. 7** Étudiantes et étudiants

<sup>1</sup> Sont réputées étudiantes et étudiants donnant lieu à des contributions au titre du présent accord les personnes qui sont immatriculées pour une offre d'études donnant droit à des contributions.

<sup>2</sup> Les étudiantes et étudiants ne capitalisant pas d'unités de cours ne donnent pas lieu à des contributions.

<sup>3</sup> Les effectifs estudiantins sont établis sur la base des statistiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

### III Calcul des contributions et obligation de paiement

**Art. 8** Assiette des contributions

<sup>1</sup> Les contributions intercantionales sont fixées pour chaque groupe de coûts sous la forme d'un montant forfaitaire annuel par étudiant ou étudiante.

<sup>2</sup> Elles sont facturées aux cantons débiteurs sur la base des effectifs estudiantins recensés aux semestres d'automne et de printemps. La Commission AIU décide des modalités de la facturation.

**Art. 9** Bases servant à fixer le montant des contributions intercantionales

<sup>1</sup> Le calcul des contributions intercantionales se base sur le coût standardisé de chaque domaine d'études. Ce coût s'obtient en prenant en compte

d) im Trägerschaftsorgan der privaten Hochschule vertreten oder in anderer Weise an der strategischen Führung der Hochschule beteiligt ist.

<sup>2</sup> Artikel 4 Abs. 3 bis 5 und Artikel 6 gelten auch für private Institutionen.

**Art. 6** Datenbank für beitragsberechtigte Studienangebote

<sup>1</sup> Die beitragsberechtigten Studienangebote sind nach Fachbereichen in einer Datenbank erfasst.

<sup>2</sup> Ergibt sich die Zuordnung einzelner Angebote zu einem Fachbereich nicht aus den Merkmalen des Systems oder ist sie strittig, fällt die Kommission IUUV einen Zuordnungsentscheid.

**Art. 7** Studierende

<sup>1</sup> Als Studierende, die einen Beitrag im Sinne dieser Vereinbarung auslösen, gelten Personen, die für ein beitragsberechtigtes Studienangebot immatrikuliert sind.

<sup>2</sup> Für Studierende, die keine Studienleistungen beziehen, werden keine Beiträge geleistet.

<sup>3</sup> Die Studierendenzahl wird auf der Grundlage der Studierendenstatistik des Bundesamtes für Statistik BFS ermittelt.

### III Beitragsbemessung und Zahlungspflicht

**Art. 8** Bemessungsgrundlage

<sup>1</sup> Die interkantonalen Beiträge werden als jährlicher Pauschalbeitrag pro Studentin oder Student pro Kostengruppe festgelegt.

<sup>2</sup> Sie werden den zahlungspflichtigen Kantonen auf Grundlage der im Herbstbeziehungsweise Frühjahrssemester erhobenen Studierendenzahlen in Rechnung gestellt. Die Kommission IUUV entscheidet über die Modalitäten der Rechnungsstellung.

**Art. 9** Grundlagen für die Festlegung der interkantonalen Beiträge

<sup>1</sup> Grundlage für die Bemessung der interkantonalen Beiträge sind die standardisierten Kosten pro Fachbereich. Diese ergeben sich aus

- a) le solde du coût d'exploitation de l'enseignement après déduction des fonds de tiers alloués à l'enseignement, à 100%, et
- b) le solde du coût d'exploitation de la recherche à la charge du canton responsable de la haute école universitaire après déduction des fonds de tiers alloués à la recherche, à 85%.

Ce coût est déterminé sur la base de la statistique financière des hautes écoles de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le coût des infrastructures n'est pas crédité.

<sup>2</sup> Les domaines d'études et leur rattachement aux groupes de coûts sont définis dans l'annexe de l'accord.

<sup>3</sup> En cas de modifications importantes des bases de calcul définies à l'alinéa 1, la Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, à créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou à subdiviser un groupe de coûts existant. Elle peut en outre plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié.

#### **Art. 10** Hauteur des contributions intercantionales

<sup>1</sup> Pour chaque groupe de coûts est calculée la moyenne des coûts standardisés des domaines d'études. De ce coût moyen est déduit un montant correspondant à la moyenne des taxes de cours ainsi qu'aux contributions fédérales effectives ou forfaitaires. Les contributions correspondent à 85% du montant ainsi obtenu.

<sup>2</sup> La hauteur des contributions intercantionales pour le groupe de coûts III ne dépasse pas le double de la moyenne des coûts de l'enseignement calculés conformément à l'article 9, al. 1, let. a, pour les domaines d'études appartenant à ce groupe. La Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé lorsque cela s'avère justifié. L'article 26, al. 3, demeure réservé.

<sup>3</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord a compétence pour fixer la hauteur et la durée de validité des contributions.

- a) den nach Abzug der Drittmittel für die Lehre verbleibenden Betriebskosten für die Lehre zu 100 Prozent sowie
- b) den Betriebskosten für die Forschung, welche dem Träger nach Abzug der Drittmittel für die Forschung verbleiben, zu 85 Prozent.

Die Kosten werden auf der Grundlage der Statistik der Hochschulfinanzen des Bundesamtes für Statistik BFS ermittelt. Die Infrastrukturkosten werden nicht angerechnet.

<sup>2</sup> Die Definition der Fachbereiche und deren Zuordnung zu einer Kostengruppe erfolgt im Anhang zur Vereinbarung.

<sup>3</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone kann bei wesentlichen Veränderungen der in Absatz 1 definierten Bemessungsgrundlagen die Zuordnung eines Fachbereichs zu einer Kostengruppe ändern, zusätzliche Kostengruppen einrichten und/oder bestehende Kostengruppen aufteilen. In begründeten Fällen kann sie zudem die für die Forschung anzurechnenden Betriebskosten plafonieren.

#### **Art. 10** Höhe der interkantonalen Beiträge

<sup>1</sup> Ausgehend von den standardisierten Kosten pro Fachbereich werden die Durchschnittskosten pro Kostengruppe errechnet sowie ein Abzug in Höhe der durchschnittlichen Studiengebühren und der effektiven oder pauschal berechneten Bundesbeiträge vorgenommen. Die Beiträge entsprechen 85 Prozent der so errechneten Kosten.

<sup>2</sup> Die interkantonalen Beiträge für die Kostengruppe III betragen maximal das Doppelte des Durchschnitts der für die Fachbereiche dieser Kostengruppe ermittelten Kosten für die Lehre gemäss Artikel 9 Abs. 1 Bst. a. In begründeten Fällen kann die Konferenz der Vereinbarungskantone die Beiträge für die Kostengruppe III über das definierte Maximum hinaus erhöhen. Artikel 26 Abs. 3 wird vorbehalten.

<sup>3</sup> Für die Festlegung der Beiträge und die Dauer der Gültigkeit ist die Konferenz der Vereinbarungskantone zuständig.

#### **Art. 11** Durée de l'obligation de payer les contributions

<sup>1</sup> Les contributions intercantionales au sens du présent accord doivent être versées pour le premier et, le cas échéant, pour un second cursus. Ces cursus peuvent comprendre le cycle de bachelor, le cycle de master et éventuellement le cycle doctoral. Un second cursus ne peut être financé qu'après l'obtention d'un premier titre universitaire du niveau master.

<sup>2</sup> La durée de l'obligation de payer est limitée à 12 semestres pour le premier cursus et à 12 semestres supplémentaires pour le second cursus. Pour les cursus de médecine, l'obligation de payer est prolongée à 16 semestres.

<sup>3</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord fixe la durée maximale donnant droit à des contributions pour les offres d'études visées par l'article 4, al. 4, let. c.

#### **Art. 12** Canton débiteur

<sup>1</sup> Est canton débiteur le canton membre de l'accord dans lequel l'étudiant ou l'étudiante avait son domicile légal (art. 23 ss CC) au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux études universitaires.

<sup>2</sup> En cas de second cursus, le canton débiteur est celui où se trouve le domicile légal de l'étudiant ou de l'étudiante au moment du début de ses secondes études (début du semestre).

#### **Art. 13** Taxes de cours

Les cantons responsables des hautes écoles universitaires peuvent percevoir des taxes de cours individuelles appropriées. Si la somme desdites taxes et des contributions prévues à l'article 10 dépasse le coût standardisé ayant servi au calcul des contributions pour le groupe de coûts concerné selon l'annexe, le montant de celles-ci est réduit en conséquence.

#### **Art. 11** Dauer der Beitragspflicht

<sup>1</sup> Interkantonale Beiträge im Sinne der Vereinbarung sind für ein Erst- sowie ein allfälliges Zweitstudium zu entrichten. Ein Studium (Erst- oder Zweitstudium) kann Studienangebote auf Bachelor-, Master- sowie allenfalls Doktorstufe enthalten. Voraussetzung für die Finanzierung eines Zweitstudiums ist ein erster universitärer Abschluss auf Stufe Master.

<sup>2</sup> Die Beitragspflicht ist zeitlich auf 12 Semester für ein Erst- und weitere 12 Semester für ein Zweitstudium begrenzt. Für Studierende der medizinischen Studiengänge verlängert sich die Dauer der Beitragspflicht auf 16 Semester.

<sup>3</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone legt die maximale beitragsberechtigende Dauer für Studienangebote gemäss Artikel 4 Abs. 4 Bst. c fest.

#### **Art. 12** Zahlungspflichtiger Kanton

<sup>1</sup> Zahlungspflichtig ist derjenige Vereinbarungskanton, in dem eine Studentin oder ein Student zum Zeitpunkt des Erwerbs des Zulassungsausweises zur universitären Hochschule zivilrechtlichen Wohnsitz (Artikel 23ff. ZGB<sup>1</sup>) hatte.

<sup>2</sup> Bei Aufnahme eines Zweitstudiums ist derjenige Kanton zahlungspflichtig, in dem eine Studentin oder ein Student zum Zeitpunkt der Aufnahme des Zweitstudiums (Semesterbeginn) zivilrechtlichen Wohnsitz hat.

#### **Art. 13** Studiengebühren

Die Hochschulträgerkantone können angemessene individuelle Studiengebühren erheben. Übersteigt die Summe der Beiträge gemäss Artikel 10 und der individuellen Studiengebühren die den Beiträgen zugrunde liegenden standardisierten Kosten pro Kostengruppe gemäss Anhang, werden die Beiträge entsprechend gekürzt.

---

<sup>1</sup> Schweizerisches Zivilgesetzbuch vom 10. Dezember 1907; SR 210

#### IV Accès aux hautes écoles et égalité de traitement

##### Art. 14 Égalité de traitement lors de l'admission

Les candidates et candidats aux études ainsi que les étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord bénéficient des mêmes droits d'accès que ceux du ou des canton(s) responsable(s) de la haute école universitaire, y compris en cas de limitations de l'accès aux études.

##### Art. 15 Traitement des étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord

<sup>1</sup> Les étudiantes et étudiants provenant de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord ne peuvent se prévaloir des mêmes droits que les autres étudiantes et étudiants.

<sup>2</sup> Ils ne sont admis à une filière d'études donnant droit à des contributions selon le présent accord qu'une fois que les étudiantes et étudiants des cantons membres de l'accord y ont obtenu une place d'études.

<sup>3</sup> Ils doivent s'acquitter, pour les cursus suivis, de contributions d'un montant correspondant au moins à celui des contributions prévues à l'art. 10.

#### V Exécution

##### Art. 16 Conférence des cantons membres de l'accord

<sup>1</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord se compose des représentantes et représentants des gouvernements des cantons qui ont adhéré à l'accord, à raison d'un conseiller ou d'une conseillère d'État par canton.

<sup>2</sup> Ses tâches sont les suivantes:

- a) fixer la hauteur et la durée de validité des contributions intercantoniales pour chaque groupe de coûts et définir le montant de la déduction correspondant aux contributions fédérales (art. 10),
- b) définir les domaines d'études et les rattacher à un groupe de coûts (art. 9, al. 2),
- c) changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou subdiviser un groupe de coûts existant ainsi qu'adapter l'annexe de l'accord en conséquence (art. 9, al. 3),

#### IV Hochschulzugang und Gleichbehandlung

##### Art. 14 Gleichbehandlung bei der Zulassung

Die Studienanwärterinnen, die Studienanwärter und die Studierenden aus den Vereinbarungskantonen haben bezüglich der Zulassung zum Studium die gleiche Rechtsstellung wie diejenigen des Hochschulträgerkantons beziehungsweise der Hochschulträgerkantone. Dies gilt auch bei Vorliegen von Zulassungsbeschränkungen.

##### Art. 15 Behandlung von Studierenden aus Nichtvereinbarungskantonen

<sup>1</sup> Studierende aus Nichtvereinbarungskantonen haben keinen Anspruch auf Gleichbehandlung.

<sup>2</sup> Sie werden an ein beitragsberechtigtes Studienangebot im Sinne dieser Vereinbarung erst zugelassen, wenn die Studierenden aus Vereinbarungskantonen Aufnahme gefunden haben.

<sup>3</sup> Sie leisten für die in Anspruch genommenen Studienangebote Beiträge, die mindestens den Beiträgen gemäss Artikel 10 entsprechen.

#### V Vollzug

##### Art. 16 Die Konferenz der Vereinbarungskantone

<sup>1</sup> Die Konferenz der Vereinbarungskantone setzt sich aus je einer regierungsrätlichen Vertreterin oder einem regierungsrätlichen Vertreter der Kantone zusammen, die der Vereinbarung beigetreten sind.

<sup>2</sup> Ihr obliegen folgende Aufgaben:

- a) Festlegung der interkantonalen Beiträge pro Kostengruppe und die Dauer von deren Gültigkeit einschliesslich Definition der in Abzug zu bringenden Bundesbeiträge (Art. 10),
- b) Definition der Fachbereiche und Zuordnung zu einer Kostengruppe (Art. 9 Abs. 2),
- c) Änderung der Zuordnung eines Fachbereichs zu einer Kostengruppe, Einrichtung zusätzlicher Kostengruppen und/oder Aufteilung bestehender Kostengruppen sowie entsprechende Anpassung des Anhangs (Art. 9 Abs. 3),



- d) plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié (art. 9, al. 3),
- e) augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé (art. 10, al. 2),
- f) désigner les autres offres d'études assimilées (art. 4, al. 4, let. c) et fixer leur durée ordinaire (art. 11, al. 3),
- g) réduire le cas échéant les contributions (art. 13),
- h) reconnaître ou non le droit à des contributions pour les offres d'études des hautes écoles en cours de procédure d'accréditation (art. 4, al. 2), pour celles débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée (art. 4, al. 3) ainsi que pour celles des hautes écoles privées (art. 5),
- i) approuver le budget et les comptes relatifs à l'exécution de l'accord (art. 19),
- k) élire les membres de la Commission AIU ainsi que son président ou sa présidente (art. 17), et
- l) fixer l'année comptable à partir de laquelle les contributions pour le groupe de coûts III sont calculées sur la base des coûts validés.

<sup>3</sup> Les décisions relevant de l'alinéa 2, let. a à g ainsi que l, requièrent la majorité des deux tiers des membres de la Conférence dont la moitié au moins des cantons universitaires au sens du concordat sur les hautes écoles. Les autres décisions se prennent à la majorité simple des membres présents.

#### **Art. 17** Commission AIU

<sup>1</sup> En vue de l'exécution du présent accord, la Conférence des cantons membres de l'accord institue une Commission AIU. Ses membres sont nommés pour une période de quatre ans.

<sup>2</sup> La Commission AIU se compose de huit conseillères et conseillers d'État issus de cantons membres de l'accord. Quatre représentent un canton responsable d'une haute école universitaire et quatre, un canton qui ne l'est pas.

<sup>3</sup> Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) sont représentés à raison d'une personne chacun, qui prend part aux séances avec voix consultative.

- d) Plafonierung der anzurechnenden Betriebskosten für die Forschung in begründeten Fällen (Art. 9 Abs. 3),
- e) Erhöhung der Beiträge für die Kostengruppe III über das definierte Maximum hinaus (Art. 10 Abs. 2),
- f) Definition weiterer Studienangebote (Art. 4 Abs. 4 Bst. c) sowie die Festlegung der entsprechenden Regelstudiendauer (Art. 11 Abs. 3),
- g) Kürzung von Beiträgen (Art. 13),
- h) Entscheid über die Beitragsberechtigung von Studienangeboten von Hochschulen im Akkreditierungsverfahren (Art. 4 Abs. 2), von Studienangeboten, deren Abschluss den Zugang zu einem geregelten Beruf beinhaltet (Art. 4 Abs. 3) sowie von Studienangeboten privater Hochschulen (Art. 5),
- i) Genehmigung von Budget und Rechnung bezüglich der Vollzugskosten (Art. 19),
- k) Wahl der Mitglieder und des oder der Vorsitzenden der Kommission IUUV (Art. 17), und
- l) Festlegung des Rechnungsjahrs, ab welchem die Beiträge für die Kostengruppe III auf Basis der validierten Kosten berechnet werden.

<sup>3</sup> Die Beschlüsse gemäss Absatz 2 Bst. a bis g sowie l bedürfen der Mehrheit von zwei Dritteln der Konferenzmitglieder, darunter mindestens die Hälfte der Universitätskantone gemäss Hochschulkonkordat<sup>2</sup>. Für die übrigen Beschlüsse gilt das einfache Mehr der anwesenden Konferenzmitglieder.

#### **Art. 17** Kommission IUUV

<sup>1</sup> Für den Vollzug wählt die Konferenz der Vereinbarungskantone eine Kommission IUUV. Die Amtsdauer beträgt vier Jahre.

<sup>2</sup> Die Kommission IUUV setzt sich aus acht regierungsrätlichen Vertretungen der Vereinbarungskantone zusammen. Vier Mitglieder der Kommission IUUV vertreten einen Universitätskanton, vier einen Nichtuniversitätskanton.

<sup>3</sup> Je eine Vertretung des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation SBFJ und des Bundesamtes für Statistik BFS nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

<sup>2</sup> Interkantonale Vereinbarung über den schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulkonkordat) vom 20. Juni 2013; Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK, Ziffer 6.0

<sup>4</sup> Les tâches de la Commission AIU sont notamment les suivantes:

- a) superviser l'exécution de l'accord, et en particulier le secrétariat,
- b) déterminer le groupe de coûts en cas de controverse conformément à l'article 6, al. 2,
- c) formuler des propositions à l'attention de la Conférence des cantons membres de l'accord pour les décisions relevant de l'article 16, al. 2, let. a à g et l, et
- d) régler les modalités concernant la facturation, le paiement des contributions, les échéances, les jours de référence et la procédure concernant les éventuels intérêts moratoires.

#### **Art. 18** Secrétariat

<sup>1</sup> Le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) assume les fonctions de secrétariat de l'accord.

<sup>2</sup> Il procède à l'encaissement centralisé des contributions.

#### **Art. 19** Frais liés à l'exécution de l'accord

Les frais liés à l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons qui en sont membres, au prorata de leurs effectifs estudiantins. Ils sont facturés annuellement.

#### **Art. 20** Règlement des litiges

<sup>1</sup> Le règlement des litiges qui pourraient survenir entre cantons membres de l'accord dans le cadre de l'application de celui-ci intervient selon la procédure définie dans l'ACI.

<sup>2</sup> Les litiges ne pouvant être réglés par cette voie sont tranchés par voie d'action auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 120, al. 1, let. b, LTF.

### **VI Dispositions finales**

#### **Art. 21** Adhésion

<sup>1</sup> L'adhésion au présent accord se déclare auprès du Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>4</sup> Der Kommission IUV obliegen insbesondere die folgenden Aufgaben:

- a) Überwachung des Vollzugs, insbesondere auch der Geschäftsstelle,
- b) Entscheid über die Zuordnung eines Angebots zu einem Fachbereich in strittigen Fällen (Art. 6 Abs. 2),
- c) Antragsstellung an die Konferenz der Vereinbarungskantone für Entscheide gemäss Artikel 16 Abs. 2 Bst. a bis g und l, sowie
- d) Regelung der Rechnungslegung, der Beitragszahlung, der Termine und Stichdaten sowie des Vorgehens bei allfälligen Verzugszinsen.

#### **Art. 18** Geschäftsstelle

<sup>1</sup> Das Generalsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) ist Geschäftsstelle der Vereinbarung.

<sup>2</sup> Sie führt das zentrale Inkasso für die Beitragszahlungen.

#### **Art. 19** Vollzugskosten

Die Kosten des Vollzugs dieser Vereinbarung sind durch die Vereinbarungskantone nach Massgabe der Zahl ihrer Studierenden zu tragen. Sie werden ihnen jährlich in Rechnung gestellt.

#### **Art. 20** Streitbeilegung

<sup>1</sup> Auf Streitigkeiten, die sich aus der vorliegenden Vereinbarung ergeben, wird das Streitbeilegungsverfahren gemäss IRV<sup>3</sup> angewendet.

<sup>2</sup> Kann die Streitigkeit nicht beigelegt werden, entscheidet auf Klage hin das Bundesgericht gemäss Artikel 120 Abs. 1 Bst. b BGG<sup>4</sup>.

### **VI Schlussbestimmungen**

#### **Art. 21** Beitritt

<sup>1</sup> Der Beitritt zu dieser Vereinbarung wird dem Vorstand der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren gegenüber erklärt.

<sup>3</sup> Rahmenvereinbarung vom 24. Juni 2005 für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich (Rahmenvereinbarung, IRV)

<sup>4</sup> Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über das Bundesgericht (Bundesgerichtsgesetz, BGG); SR 173.110

<sup>2</sup> En même temps qu'ils déclarent leur adhésion au présent accord, les cantons se retirent de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997.

#### **Art. 22** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique fait entrer le présent accord en vigueur dès que celui-ci a reçu l'adhésion de 18 cantons.

<sup>2</sup> L'entrée en vigueur de l'accord est communiquée à la Confédération.

#### **Art. 23** Dénonciation

L'accord peut être dénoncé au 31 décembre de chaque année, par déclaration écrite adressée à la Conférence des cantons membres de l'accord et moyennant un préavis de deux ans.

#### **Art. 24** Persistance des obligations en cas de dénonciation de l'accord

En cas de dénonciation du présent accord par un canton, ce dernier conserve les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'accord pour les étudiantes et étudiants se trouvant en formation à la date de son retrait, et ce, jusqu'à la fin de leurs études.

#### **Art. 25** Principauté du Liechtenstein

<sup>1</sup> La principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle a alors les mêmes droits et les mêmes obligations que les cantons membres de l'accord.

#### **Art. 26** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Le droit à des contributions fondé sur l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 reste acquis jusqu'à l'octroi de l'accréditation d'institution (art. 4, al. 2, et art. 5, al. 1) conformément à la LEHE et/ou jusqu'au constat du respect des conditions de reconnaissance supplémentaires conformément à l'article 4, al. 3, et à l'article 5, al. 2, mais au plus durant les huit ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LEHE.

<sup>2</sup> Mit dem Beitritt zu dieser Vereinbarung erklären die Kantone gleichzeitig den Austritt aus der interkantonalen Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997.

#### **Art. 22** Inkrafttreten

<sup>1</sup> Der Vorstand der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren setzt die Vereinbarung in Kraft, wenn ihr 18 Kantone beigetreten sind.

<sup>2</sup> Das Inkrafttreten ist dem Bund zur Kenntnis zu bringen.

#### **Art. 23** Kündigung

Die Vereinbarung kann unter Einhaltung einer Frist von zwei Jahren jeweils auf den 31. Dezember durch schriftliche Erklärung an die Konferenz der Vereinbarungskantone gekündigt werden.

#### **Art. 24** Weiterbestehen der Verpflichtungen

Kündigt ein Kanton die Vereinbarung, bleiben seine Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung für die zum Zeitpunkt des Austritts in Ausbildung befindlichen Studierenden bis zum Ende ihres Studiums bestehen.

#### **Art. 25** Fürstentum Liechtenstein

Dieser Vereinbarung kann das Fürstentum Liechtenstein auf der Grundlage seiner eigenen Gesetzgebung beitreten. Ihm stehen alle Rechte und Pflichten eines Vereinbarungskantons zu.

#### **Art. 26** Übergangsrecht

<sup>1</sup> Die Beitragsberechtigungen gemäss der Interkantonalen Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997 bleiben bis zur Entscheidung über die institutionelle Akkreditierung (Art. 4 Abs. 2 und Art. 5 Abs. 1) gemäss HFKG<sup>5</sup> beziehungsweise bis zum Entscheid über die Erfüllung zusätzlicher Anerkennungsvoraussetzungen gemäss Artikel 4 Abs. 3 und Artikel 5 Abs. 2, längstens aber bis acht Jahre nach Inkrafttreten des HFKG, bestehen.

---

<sup>5</sup> Bundesgesetz vom 30. September 2011 über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz, HFKG); SR 414.20

<sup>2</sup> L'indemnisation des cantons n'ayant pas ou pas encore adhéré au présent accord s'effectue sur la base de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997, mais au plus durant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord. Une fois ce délai échu, l'article 15 s'applique à tous les cantons non membres de l'accord.

<sup>3</sup> Tant que les coûts validés des études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire ne seront pas disponibles, les contributions intercantionales pour le groupe de coûts III s'élèveront au double des contributions pour le groupe de coûts II. La Conférence des cantons membres de l'accord décide à partir de quelle année comptable les contributions pour le groupe de coûts III sont versées sur la base des coûts validés.

#### **Art. 27** Calcul des contributions lors du passage de l'AIU 1997 à l'AIU 2019

<sup>1</sup> Le calcul des contributions cantonales est aménagé comme suit pendant une période transitoire de trois ans après l'entrée en vigueur de l'AIU 2019:

- a) multiplication de la différence entre les contributions selon l'AIU 2019 et selon l'AIU 1997 par le facteur 0,25 pour la première année de facturation, par le facteur 0,5 pour la deuxième année de facturation puis par le facteur 0,75 pour la troisième année de facturation et détermination du rectificatif correspondant pour chaque canton,
- b) calcul des contributions effectives par canton sur la base des contributions selon l'AIU 1997 et de l'ajout du rectificatif calculé selon lettre a.

<sup>2</sup> Après cette phase de transition de trois ans, les contributions cantonales sont calculées uniquement sur la base de l'AIU 2019.

Berne, le 27 juin 2019

Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

La présidente:  
Silvia Steiner

La secrétaire générale:  
Susanne Hardmeier

<sup>2</sup> Die Leistungsabgeltungen derjenigen Kantone, die der IUV nicht oder noch nicht beigetreten sind, erfolgen für die Dauer von längstens zwei Jahren nach Inkrafttreten der Vereinbarung gestützt auf die Interkantonale Universitätsvereinbarung vom 20. Februar 1997. Nach Ablauf dieser Frist gilt für alle Nichtvereinbarungskantone Artikel 15.

<sup>3</sup> Solange betreffend die Ausbildung der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin keine validierten Kosten vorliegen, betragen die interkantonalen Beiträge für die Kostengruppe III das Doppelte der Beiträge für die Kostengruppe II. Die Konferenz der Vereinbarungskantone entscheidet, ab welchem Rechnungsjahr die Beiträge für die Kostengruppe III auf Basis der validierten Kosten berechnet werden.

#### **Art. 27** Berechnung der Beiträge im Übergang von der IUV 1997 auf die IUV 2019

<sup>1</sup> Für eine Übergangsphase von drei Jahren nach Inkrafttreten der IUV 2019 wird für die Berechnung der Kantonsbeiträge wie folgt vorgegangen:

- a) Multiplikation der Differenz zwischen den Beiträgen IUV 2019 und IUV 1997 mit dem Faktor 0.25 (erstes Berechnungsjahr), mit dem Faktor 0.5 (zweites Berechnungsjahr) beziehungsweise mit dem Faktor 0.75 (drittes Berechnungsjahr) und Festlegung eines entsprechenden Korrekturbetrags für jeden Kanton,
- b) Berechnung der effektiven Beiträge pro Kanton auf Basis der Beiträge gemäss IUV 1997 zuzüglich des Korrekturbetrags gemäss Buchstabe a.

<sup>2</sup> Nach Abschluss dieser dreijährigen Übergangsphase erfolgt die Berechnung der Kantonsbeiträge ausschliesslich basierend auf der IUV 2019.

Bern, 27. Juni 2019

Im Namen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren

Die Präsidentin:  
Silvia Steiner

Die Generalsekretärin:  
Susanne Hardmeier

## ANNEXE

---

### **Définition des groupes de coûts et rattachement des domaines d'études selon l'article 9, al. 2, de l'accord**

Les groupes de coûts mentionnés à l'article 9, al. 2, sont définis de la manière suivante:

- Groupe de coûts I: sciences humaines et sociales, économie et droit
- Groupe de coûts II: sciences exactes, naturelles et techniques, pharmacie, première et deuxième années d'études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire
- Groupe de coûts III: médecine humaine, dentaire et vétérinaire à partir de la troisième année d'études

## ANHANG

---

### **Bezeichnung der Kostengruppen und Zuordnung der Fachbereiche gemäss Artikel 9 Abs. 2 der Vereinbarung**

Die Kostengruppen gemäss Artikel 9 Abs. 2 werden wie folgt definiert:

- Kostengruppe I: Geistes- und Sozialwissenschaften, Wirtschaftswissenschaften und Recht
- Kostengruppe II: exakte Wissenschaften, Naturwissenschaften, technische Wissenschaften, Pharmazie, erstes und zweites Studienjahr der Human-, Zahn- und Veterinärmedizin
- Kostengruppe III: Human-, Zahn- und Veterinärmedizin ab drittem Studienjahr